

COMITE PERMANENT INTER-ETATS DE LUTTE
CONTRE LA SECHERESSE DANS LE SAHEL



PERMANENT INTERSTATE COMMITTEE
FOR DROUGHT CONTROL IN THE SAHEL

CILSS

INSTITUT DU SAHEL

**PROGRAMME MAJEUR POPULATION/DEVELOPPEMENT
(CERPOD)**

PROJET DE PLAN TRIENNAL 2002-2004

SIGLES

ACAP	African Census Analysis Project
AGRHYMET	Agro-Hydro-Météorologie
AGROSOC	Programme Majeur de Recherches Agro-Socio-Economique
ASS	Afrique Sub-saharienne
CD-ROM	Compact Disk - Read Only Memory
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CERPOD	Centre d'Etudes et de Recherche sur la Population pour le Développement
CILSS	Comité Permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel
CIPD	Conférence Internationale sur la Population et le Développement
CTG	Comité Technique et de Gestion
DHS	Demographic Health Survey
EAS	Etude d'analyse situationnelle
EDS	Enquêtes démographiques et de santé
EVN	Espérance de vie à la naissance
FESPACO	Festival Panafricain du Cinéma de Ouagadougou
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la Population
IEC	Information, Education, Communication
INSAH	Institut du Sahel
LU/LC	Land Use/Land Cover
MUAO	Migrations, Urbanisation en Afrique de l'Ouest
ONG	Organisation non Gouvernementale
PAIP	Programme d'Actions et d'Investissement Prioritaires en matière de Population
PAO	Programme d'Action de Ouagadougou
PIB	Produit Intérieur Brut
PIP	Programme d'investissement prioritaire
PMA	Pays les moins avancés
PMPD	Programme Majeur Population Développement
PNLS	Programme National de Lutte contre le Sida
REMUAO	Réseau d'Enquêtes Migrations et Urbanisation en Afrique de l'Ouest
RO	Recherche Opérationnelle
SEDOCIS	Section de documentation de l'INSAH
SIDA	Syndrome Immuno Déficient Acquis
SID/SISEI	Système d'Information sur la Désertification et de Suivi de l'Environnement sur Internet
SIG	Système d'Information Géographique
SIS	Système d'Information Sanitaire
SISEI-AO	Système d'information du suivi de l'environnement international en Afrique de l'Ouest
SR/PF	Santé de la Reproduction/Planification Familiale
UORC	Unité Opérationnelle Renforcement des Capacités
UORP	Unité Opérationnelle Recherche en Population

UOPP
USAID
VIH/SIDA

Unité Opérationnelle Programmes et Politiques
United States Agency for International Development
Virus Immuno Déficiency Humaine/Syndrome Immuno Déficient
Acquis

TABLES DES MATIERES

1. CONTEXTE 5	
ENJEUX ET CONTRAINTES.....	5
<i>Démographie et Urbanisation</i>	5
<i>Agriculture et Ressources Naturelles</i>	7
<i>Revenus et Consommation</i>	7
2. BESOINS CRITIQUES	7
LES DÉFIS À RELEVER.....	7
3. PRINCIPALES ORIENTATIONS	9
LES ACQUIS	9
4. CADRE LOGIQUE DU PROGRAMME 2002-2004	10
4.1. OBJECTIF POLITIQUE : <i>CONTRIBUER À ASSURER L'ACCÈS DE TOUS LES SAHÉLIENS, À TOUT MOMENT, AUX ALIMENTS NÉCESSAIRES POUR MENER UNE VIE SAINNE ET ACTIVE À L'HORIZON 2015</i> ;	10
4.2. OBJECTIF STRATÉGIQUE DU PROGRAMME MAJEUR POPULATION ET DÉVELOPPEMENT: <i>CONTRIBUER AU RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES ACTEURS DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET À LA PROMOTION D'UNE BONNE GOUVERNANCE</i> ;	10
4.3. OBJECTIF OPÉRATIONNEL : LES CONTRAINTES DÉMOGRAPHIQUES AU DÉVELOPPEMENT DURABLE AU SAHEL SONT MIEUX MAÎTRISÉES.....	11
4.4. RÉSULTATS DU PROGRAMME MAJEUR POPULATION ET DÉVELOPPEMENT = LIGNES D'INTERVENTION PRIORITAIRES DU CADRE STRATÉGIQUE:.....	11
4.5. CATALOGUE DES ACTIVITÉS	11
4.5.1. R1 : LES CONTRAINTES SOCIO-DÉMOGRAPHIQUES SONT CONNUES DE FAÇON APPROFONDIE ET LES RÉSULTATS DE RECHERCHE SONT DIFFUSÉS DANS LA SOUS-RÉGION	11
4.5.1.1. <i>Migrations et Urbanisation en Afrique de l'Ouest</i>	11
4.5.1.2. <i>Santé et société</i>	13
4.5.1.3. <i>Genre, Famille et Développement</i>	13
4.5.1.4. <i>Population, Environnement et Développement</i>	14
4.5.1.5. <i>Appui à la Collecte et Analyse de Données et formation à la recherche</i>	16
4.5.2. R2 : LES COMPÉTENCES NATIONALES ET SAHÉLIENNES SONT ACCRUES EN MATIÈRE D'ÉLABORATION DE STRATÉGIES ET DE PROGRAMMES INTÉGRÉS DE POPULATION ET DÉVELOPPEMENT DURABLE.....	17
45.2.1. <i>Formation en Population, Développement</i>	17
45.2.2 <i>Informatique</i>	18
45.2.3. <i>Documentation</i>	21
45.2.4. <i>Information/Vulgarisation/Communication</i>	22
45.2.5. <i>Traduction/interprétariat</i>	23
4.5.3. R3 : LES PROCESSUS DE MISE EN ŒUVRE ET DE SUIVI-ÉVALUATION DES PROGRAMMES ET POLITIQUES DE POPULATION ET DE DÉVELOPPEMENT DURABLE SONT APPUYÉS ET RENFORCÉS AUX NIVEAUX NATIONAL ET SOUS-RÉGIONAL.....	23
4.5.3.1. <i>Appui aux Politiques de Population</i>	23
4.5.3.2. <i>Appui aux Programmes de Population</i>	29
4.6. ACTIVITÉS DU MANAGEMENT.....	33
4.7. CRITERES DE REALISATION : <i>IOV</i>	33
4.8. CONDITIONS CRITIQUES.....	44
5. CADRE ORGANISATIONNEL DE MISE EN ŒUVRE : <i>Arrangements institutionnels</i>	45
6. Plan d'opérations triennal 2002-2004.....	30
PLAN D'OPERATION DE L'ANNEE 2002 DE L'UORP	58
ACTIVITES DE GESTION.....	60

1. CONTEXTE

Les problèmes démographiques et les aspects humains du développement au Sahel sont inscrits dans les préoccupations du CILSS depuis sa création en 1973. Ainsi, est créée, dès 1978, au sein de l'Institut du Sahel (INSAH), une Unité Socio-Economique et de Démographie (USED). En 1988, cette entité a été érigée en Centre d'Etudes et de Recherche sur la Population pour le Développement (CERPOD), lequel est devenu le Programme majeur Population./Développement dans le cadre de la restructuration du CILSS en 1994.

La mission assignée au PMPD/CERPOD est de proposer des options pour lever les contraintes démographiques au développement durable des pays du Sahel. L'atteinte de cette mission requiert, aux niveaux régional et national, une amélioration des connaissances des interrelations de la population et du développement, une création / un renforcement des capacités, ainsi qu'un engagement des décideurs et des divers acteurs sociaux concernés. Aussi les activités du programme couvrent-elles les quatre (4) domaines suivants : recherche, politique, information et formation.

Enjeux et Contraintes

Du point de vue des capacités de mobilisation de ressources internes et d'accélération du rythme du développement, le Sahel est une des régions du monde qui cumule le plus grand nombre de handicaps. En effet, des niveaux élevés de croissance démographique s'y conjuguent une forte prévalence de la pauvreté et une dégradation avancée de ressources naturelles, ressources qui constituent par ailleurs les principaux actifs et donc la base principale de ressources économiques.

Démographie et Urbanisation

En raison de l'évolution relative de la mortalité et de la fécondité, le taux d'accroissement naturel de la population sahélienne est l'un des plus élevés du monde : 3,1% par an à comparer à 2,9 % en Afrique sub-saharienne (ASS) et à 1,7 % au niveau mondial. En effet, malgré une tendance à la baisse, surtout notable en milieu urbain, la fécondité est encore très élevée : 6,5 enfants par femme à l'âge final de la procréation, contre 6,0 et 5,3 en ASS et dans les pays les moins avancés respectivement. Il en est de même de la mortalité, qui se situe encore à 18 pour 1000 à cause d'une forte mortalité infantile (122 pour 1000). En conséquence, le temps de doublement de la population est très rapide: en 1995, il varie de 19 ans au Mali à 27 ans au Sénégal.

Le rythme de l'accroissement démographique entraîne également un rajeunissement de la population : 47 % de la population des 9 pays-membres du CILSS ont moins de 15 ans tandis que 4 % seulement ont plus de 60 ans. En raison de cette structure d'âge, le ratio de dépendance est très élevé ; autrement dit, un nombre réduit d'actifs doit subvenir aux besoins d'un effectif plus important de personnes. Si les schémas de fécondité ne variaient pas, on observera d'ailleurs une accélération de la croissance de la population.

Tableau n°1 : Urbanisation et croissance démographique

	<i>Population totale (1) (Hab.)</i>	<i>Population urbaine (2) %</i>		<i>Taux d'accroissement 1990/98 (%)</i>
		<i>1980</i>	<i>1998</i>	
<i>Burkina Faso</i>	10 955 000	9	17	2,7
<i>Cap Vert</i>	428 000	21,4 (3)	59,3	1,7
<i>Gambie</i>	1 336 000	17,0 (3)	30,4	3,6
<i>Guinée Bissau</i>	1 134 000	16,0 (3)	22,5	2,7
<i>Mali</i>	10 006 000	19	29	3,2
<i>Mauritanie</i>	2 568 000	27	55	3,2
<i>Niger</i>	9 798 000	13	20	3,9
<i>Sénégal</i>	9 234 000	36	46	3,0
<i>Tchad</i>	7 233 000	19	23	3,5

(1) données Diaper/Cerpod ; (2) Banque mondiale ;

Même si la sous-région reste la partie la moins urbanisée au monde, elle n'en abrite pas moins des pays ayant la croissance urbaine la plus forte. En effet, entre 1970 et 1995, ce taux est de 3% dans le monde. En revanche, à l'exception du Sénégal (pays le plus anciennement urbanisé) et de la Guinée-Bissau (pays le plus rural), les villes du Sahel s'accroissent à un rythme annuel nettement supérieur à celui de la moyenne de l'ASS, soit à un taux compris entre 5 % au Tchad et 8 % en Mauritanie. Par ailleurs, à l'image de toute l'Afrique de l'Ouest, le taux de croissance des villes y a été, en moyenne, le triple (5.6 %) de celui du milieu rural (1,9 %). En 1998, trois des pays du CILSS – Cap-Vert, Mauritanie et Sénégal, étaient urbanisés à plus de 45 % (tableau 1).

Si les tendances passées se maintenaient, la population sahélienne doublerait au moins d'ici l'an 2023 passant de quelques 55 millions à 110 millions. La proportion de la population urbaine dans la population totale passerait également d'environ 25% à près de 50%. Ainsi dès 2020, le Sahel aurait autant de citadins que de ruraux et la population totale doublerait par rapport à sa taille actuelle.

Du fait de ses caractéristiques de croissance, de structure et de répartition spatiale, la population des pays du CILSS exerce une forte pression sur les écosystèmes, les infrastructures de base (distribution d'eau, voirie), la fourniture des services (soins de santé, assainissement, éducation) et sur les établissements humains. Ainsi que cela a souvent été répété ces dernières années, les villes peuvent être une chance pour l'agriculture sahélienne, des débouchés d'autant plus profitables que leur taille s'accroît et que l'agriculture locale gagne en compétitivité par rapport aux importations depuis la dévaluation du FCFA en 1994. En effet, l'accroissement des débouchés (taille potentielle du marché par producteur) est déterminant pour financer le développement agricole et l'intensification des systèmes productifs.

Agriculture et Ressources Naturelles

A l'exception notable de la Mauritanie, les économies sahéliennes sont basées sur l'agriculture. Elles sont fortement consommatrices de ressources naturelles dans la mesure où : 1) la consommation alimentaire y a un très faible contenu en produits industriels ou manufacturés ; 2) les produits agricoles y sont exportés quasiment à l'état brut ; et, 3) la force de travail demeure le principal facteur de production. En outre, cette base de ressources est très étroite dans la plupart des pays. La terre arable ne représente, en moyenne, que 3,3 % de la superficie totale des pays membres du CILSS. Seuls les pays à faible superficie ont des ratios supérieurs à cette moyenne, dans une proportion triple (Cap-Vert, Guinée Bissau) ou quadruple (Burkina Faso, Gambie). Le plus doté, sous cet angle, est le Sénégal avec un ratio supérieur à 25 %. Cependant, quelle que soit la dotation relative du pays, la croissance rapide de la population, les faibles niveaux d'une pluviométrie à forte variabilité annuelle et spatiale, les coûts élevés des opérations d'irrigation, et les niveaux actuels de dégradation des sols empêchent la valorisation optimale de ses ressources en terres.

La ressource ligneuse est la principale source d'énergie domestique : de 70 % au Niger à 80 % voire 86 % dans les autres pays. En conjonction avec les abattages, les pratiques agricoles inadaptées et l'emprise progressive de l'agriculture, contribuent à la destruction des rares réserves forestières encore existantes. La Guinée-Bissau a perdu 70 % de sa mangrove entre 1980 et 1990.

Revenus et Consommation

Rapporté à l'année 1980, l'évolution indiciaire de la production alimentaire par habitant est marquée en 1996 par une quasi-stagnation dans un seul pays (Sénégal : 108,3) et une baisse très prononcée partout ailleurs (entre 47 et 85,4). Au cours de cette période, seuls les habitants du Cap-Vert, de la Guinée-Bissau et du Tchad ont connu une amélioration de leur niveau de vie mesuré en termes de PIB par tête : entre 2,4 % et 2,9 % par an. Ce ratio est resté constant dans deux pays seulement (Burkina Faso : 0,8 % et Sénégal : 0,1 %). Ailleurs, la baisse a été encore plus prononcée (dans un rapport de 2 à 9) comparativement à la moyenne elle-même régressive des PMA (- 0,4 %). La prévalence de la pauvreté est telle que dans certains pays, la moitié (Guinée-Bissau : 49 %, Mauritanie : 57,0 %) à près des deux-tiers (Gambie : 64,0 %) de la population totale a vécu sous le seuil de pauvreté monétaire sur la période 1989-1994.

2. BESOINS CRITIQUES

les défis à relever

Les milieux sahéliens (terres, pâturages et forêts) et les villes, singulièrement les capitales d'Etat, pourront-elles supporter les tendances démographiques projetées et les pressions qui leur sont liées ? Comment amoindrir les nuisances diverses (problèmes d'assainissement, pollution de l'air) qui constituent déjà des risques majeurs pour la santé humaine en milieu urbain ? Quels seront l'impact de la dégradation de la santé des populations et l'effet de l'exode rural sur la production agricole ? Quelles seront les conséquences démographiques, agricoles et environnementales des migrations vers les régions méridionales, lesquelles sont pratiquement les seules à disposer encore de capacités d'accueil alors que les ressources naturelles y sont déjà sujettes à des formes de dégradation plus ou moins avancées.

La conjonction de la croissance démographique, des effets des politiques de recouvrement des coûts, de la baisse de revenus réels non compensée, dans la plupart des cas, par la diminution des allocations budgétaires publiques a conduit à :

- Des niveaux encore faibles de couverture et de prestation des systèmes de soins de santé, des réseaux d'adduction d'eau et d'assainissement, la situation étant particulièrement critique pour ce qui est de l'assainissement urbain ;
- Des niveaux encore faibles de scolarisation même si une augmentation des taux bruts a été enregistrée dans presque tous les pays sur la période 1970-1995.

Si les taux d'analphabétisme ont reculé dans tous les pays, il faut cependant relever qu'en 1998, ils demeurent nettement supérieurs à la moyenne des PMA (51 %) à l'exception du Cap-Vert (27,1%).

Etant donné les niveaux de pauvreté et la prévalence de l'analphabétisme et de mauvaises conditions sanitaires, l'espérance de vie à la naissance (EVN) est très faible. En 1995, la proportion de la population totale dont l'EVN ne dépasse pas 40 ans, est de 31 % en ASS. Deux pays du CILSS se situent autour de cette moyenne cinq autres très nettement au-dessus, entre 37 % et 42 %.

Ainsi donc, des maladies infectieuses et parasitaires comme le paludisme, la rougeole, le tétonos néonatal et les diarrhées continuent d'être endémiques alors que se profile la pandémie du SIDA, réalité très prégnante dans certaines régions déjà. Les ratios habitants par médecin, habitants par infirmier sont encore bien au-dessus des normes de l'OMS et parmi les plus élevés du monde. Beaucoup trop de naissances surviennent encore en dehors d'une formation sanitaire.

Il est essentiel que les actions à entreprendre, dans le domaine social, le soient sur la base d'informations statistiques fiables et régulières et aussi d'études et de recherches socioculturelles sur les comportements en matière de santé, d'éducation des populations sahéliennes. Par ailleurs, l'accès des populations aux services sociaux de base ne peut se faire efficacement dans un contexte où la population est en majorité analphabète, sans des actions vigoureuses d'information, d'éducation et de communication (IEC) ainsi que des actions de plaidoyer auprès de groupes de population bien ciblés.

Le traitement de la problématique population / développement a évolué depuis la fin des années 1980 d'une approche adaptative au changement démographique - tel qu'il peut être saisi à travers l'évolution de ces facteurs dominants : fécondité, mortalité, migration, à une approche intégrée. Celle-ci met l'accent sur la nécessité non seulement de s'y adapter, à court et moyen termes, mais aussi de traiter ces facteurs comme des éléments endogènes sur lesquels il faut agir pour obtenir les transformations de structures économique et sociales compatibles au développement à long terme.

Ainsi, outre l'amélioration de l'information démographique et le développement des capacités d'analyse et de formulation de politiques et programmes, des politiques et des programmes de population ont été développés dans huit pays sahéliens et sont actuellement mis en œuvre. Des études et des recherches sont en cours pour doter la Guinée Bissau, seul

pays du CILSS n'ayant pas encore une politique de population, d'une politique adaptée à son contexte national et international.

Comme par le passé, le PMPD/CERPOD reste confronté à l'impératif d'élaborer et de contribuer à la mise en œuvre : 1) de stratégies de court à moyen terme en vue de s'adapter à la demande sociale résultant des pressions liées aux facteurs démographiques de taille, de densités et de structures (âge, sexe) ; 2) de stratégies de long terme en vue de maîtriser la croissance démographique et de contribuer à une meilleure répartition spatiale de la population dans les différents espaces nationaux.

3. PRINCIPALES ORIENTATIONS

les acquis

Les Ministres en charge des questions de population des pays membres du CILSS réunis à Ouagadougou (Burkina Faso) les 16 et 17 octobre 1997 ont adopté le Programme d'Action concernant la Population et le Développement Durable au Sahel dit le Programme d'Action de Ouagadougou (PAO). Ils se sont en outre engagés à prendre des dispositions pour la mise en œuvre du PAO qui est prioritairement axé entre autres sur :

- a) L'amélioration de l'état général de santé des populations et de la santé de la reproduction ;
- b) L'amélioration du niveau de scolarisation de tous les enfants, des filles en particulier et de celui de l'alphabétisation des adultes, des femmes notamment ;
- c) Le développement et / ou le renforcement des compétences nationales et sous régionales en matière de recherche et d'assistance technique:
 - En santé de la Reproduction ;
 - Sur les techniques d'Information Education et Communication (IEC) ;
 - En Population, Environnement, Développement ;
 - En Politiques et programmes de population, avec un accent particulier sur l'approche genre.

De même, les Ministres en charge des questions de migrations et urbanisation des huit pays membres du réseau migrations et urbanisation en Afrique de l'Ouest, élargi aux pays membres du CILSS non membres du réseau (10 pays au total), réunis à Bamako le 5 novembre 1999 (République du Mali), en conférence sur les migrations et l'urbanisation, ont adopté une déclaration qui engage les Etats à :

- Accompagner le processus d'urbanisation afin de faire des villes africaines des pôles de développement et des foyers de progrès social ;
- Agir sur l'inadéquate répartition géographique de la population par des politiques d'aménagement du territoire et de décentralisation appropriées ;
- Faire des villes moyennes de véritables pôles de croissance économique afin de désengorger les grandes villes ;
- Mettre en place des projets et programmes de développement du secteur rural, particulièrement dans les zones défavorisées, de manière à atténuer les effets de l'exode rural ;

- Porter une attention accrue et soutenue au traitement des contraintes que connaissent les villes africaines afin de leur permettre de jouer pleinement leur rôle dans le développement socio-économique et à faire en sorte qu'elles soient solidaires, tournées vers une vision de l'avenir et adaptées aux institutions nationales et locales ;
- Instaurer une réflexion autour des limites ci-dessus adoptées, afin de définir de nouveaux processus et approches coordonnées susceptibles d'être adaptés aux conditions et circonstances propres à chaque société et capables de soutenir la tendance vers une responsabilisation et une participation accrues des populations ;
- Mettre en œuvre des mesures tendant à prendre en compte les spécificités des acteurs nouveaux du processus migratoire, en particulier les jeunes et les femmes ;
- Prendre toutes les mesures tendant à alléger les formalités administratives liées au retour et à la réinsertion des migrants, à associer les associations de migrants et la société civile aux décisions qui les concernent ;
- Doter les structures en charge des questions de migrations et d'urbanisation, d'outils appropriés de communication dont INTERNET ;
- Prendre les mesures nécessaires pour faciliter le séjour des migrants et informer, sensibiliser les migrants potentiels, sur les conditions de séjour dans les pays d'accueil et la nécessité pour eux de se conformer à la législation en vigueur dans ces pays ;
- Adopter leur législation aux dispositions contenues dans les chartes des organisations sous-régionales auxquelles ils appartiennent (CEDEAO) ;
- Prendre en compte les questions de migrations dans les commissions mixtes ;
- Mettre en place une politique explicite de migrations .

La Résolution No 5/CM/35/200 de la 35^{ème} session du Conseil des Ministres du CILSS tenue à Bamako les 21 et 22 novembre 2000, engage le Secrétaire Exécutif pour le suivi de la déclaration sur les migrations et urbanisation et la conduite de recherches pertinentes sur le sujet dans les pays membres du CILSS.

4. CADRE LOGIQUE DU PROGRAMME 2002-2004

4.1. Objectif politique : *Contribuer à assurer l'accès de tous les Sahéliens, à tout moment, aux aliments nécessaires pour mener une vie saine et active à l'horizon 2015 ;*

4.2. Objectif stratégique du Programme Majeur Population et Développement: *Contribuer au renforcement des capacités des acteurs de la sécurité alimentaire et à la promotion d'une bonne gouvernance ;*

L'exercice des responsabilités collectives dans les domaines économique et social reste encore, au Sahel, trop souvent dominé par les pouvoirs publics, notamment par l'Etat central dont il est attendu la solution de l'ensemble des problèmes de développement. Cette situation caractérise également la prise en charge des questions de sécurité alimentaire et de lutte contre la pauvreté, en dépit des interventions de plus en plus fréquentes des ONG.

L'implication effective des autres catégories d'acteurs (organisations professionnelles, chefs d'entreprise, élus des collectivités locales, ...) exige qu'elles disposent des capacités d'organisation, de pilotage, de gestion et d'expertise requises à cet égard, celles-ci constituant très souvent l'un des domaines où les Etats disposent d'une situation avantageuse par rapport aux autres acteurs. Le renforcement sinon la création de telles capacités constitue également un préalable pour donner corps à la nécessaire démarche pour une bonne gouvernance de la

sécurité alimentaire dans les pays sahéliens, en s'appuyant en particulier sur les processus de décentralisation et de développement local en cours.

4.3. Objectif opérationnel : Les contraintes démographiques au développement durable au Sahel sont mieux maîtrisées.

La population sahélienne doublera d'ici 2025. Il est clair que l'agriculture sahélienne ne pourra pas, si le contexte actuel de pauvreté et de fécondité élevées devrait perdurer, nourrir toute cette population. Or la nécessité de disposer de ressources humaines en volume et de qualité est indispensable pour fonder les bases internes d'un développement durable de la région, en particulier pour l'obtention d'une sécurité alimentaire respectueuse d'une gestion rationnelle des ressources naturelles.

L'objectif est alors de favoriser l'adéquation entre des tendances démographiques déjà largement invariantes, la croissance économique et les évolutions écologiques aussi bien au niveau national que pour l'ensemble du *Sahel*.

4.4. Résultats du Programme Majeur Population et Développement = Lignes d'intervention prioritaires du cadre stratégique:

- *R1 : "Les contraintes socio-démographiques au développement durable sont connues de façon approfondie et les résultats de recherche sont diffusés dans la sous-région " ;*
- *R2 : "Les compétences nationales et sahéliennes sont accrues en matière d'élaboration de stratégies et de programmes intégrés de population et développement durable " ;*
- *R3 : "Les processus de mise en œuvre et de suivi-évaluation des programmes et politiques de population et de développement durable sont appuyés et renforcés aux niveaux national et sous-régional. "*

4.5. Catalogue des activités

4.5.1. R1 : Les contraintes socio-démographiques sont connues de façon approfondie et les résultats de recherche sont diffusés dans la sous-région

Le programme triennal proposé comprend 17 activités principales qui sont réparties dans les cinq composantes qui suivent:

- Migrations et urbanisation ,
- Santé et société,
- Femme, famille et développement,
- Population, environnement et développement,
- Appui à la collecte et à l'analyse des données.

4.5.1.1. Migrations et Urbanisation en Afrique de l'Ouest

Cette composante vise à mettre à la disposition des décideurs et utilisateurs, des données actuelles et fiables sur les migrations et l'urbanisation en vue de leur prise en compte dans les programmes et politiques de développement socio-économique. Il s'agit aussi de cerner les causes profondes des migrations, de renforcer la coopération et le dialogue entre pays

d'origine et d'accueil de manière à ce qu'ils puissent tirer le maximum d'avantages de la migration pour le développement.

1. Analyses approfondies et valorisation des données du REMUAO

Objectifs

- Exploiter de manière approfondie les données quantitatives rassemblées du REMUAO et rédiger un rapport d'analyse des itinéraires résidentiels, et des matrices migratoires.
- Développer des modèles statistiques permettant une meilleure estimation des paramètres migratoires à intégrer dans les projections démographiques aussi bien à l'échelle nationale, régionale qu'internationale

2. Migrations, décentralisation et développement local

Objectifs

- Analyser les conséquences économiques, sociales et politiques des migrations dans les zones de départ et les zones et d'accueil;
- Analyser les interrelations entre les migrations et le développement économique notamment au niveau des collectivités décentralisées ;
- Étudier l'impact des migrations sur les conditions de vie des populations et la manière dont elles s'organisent pour y faire face ;
- Aider les gouvernements à mieux appréhender les coûts et les avantages des migrations et à "mieux" rentabiliser le phénomène.

3. Études sur migrations et sida.

Objectif

L'objectif du projet est d'identifier les réseaux de diffusion du VIH/SIDA afin de permettre aux décideurs de prendre des mesures pour prévenir la propagation de la maladie, et aussi d'anticiper sur les mesures à prendre aux niveaux des services de santé. L'étude tentera d'évaluer la séroprévalence du VIH/SIDA à un niveau géographique fin pour les sept pays couverts par le REMUAO à partir des principaux déterminants sociaux, économiques et démographiques de la pandémie.

4. Système de vie des ménages, pauvreté urbaine

Objectifs

- Analyser les changements en matière d'habitat (constructions, nature, location, etc.) et d'utilisation de l'espace périurbain à Bamako, Dakar et Niamey;
- Analyser de façon comparative des données socio-économiques sur les conditions de vie des ménages en particulier les stratégies de survie, l'utilisation des ressources naturelles et l'accès au crédit dans les trois villes ;
- Créer une base de données géo-référencées pour des analyses spatiales approfondies.

4.5.1.2. Santé et société

5. Suivi et évaluation des programmes de lutte contre le sida

Objectifs

- Développer des méthodologies de suivi et évaluation centrées sur les comportements dans le domaine de la prévention du VIH/SIDA et la prise en charge des personnes vivant avec le VIH;
- Utiliser les indicateurs les plus pertinents permettant de détecter les changements sociaux et culturels appuyant l'adoption de comportements préventifs du VIH/SIDA par les populations d'une part, et ceux mesurant les changements de comportement des institutions, d'autre part ;
- Accroître les capacités nationales en "suivi/évaluation de l'impact des programmes VIH/SIDA" afin de mieux les orienter.

6. Études sur les observatoires de population

Objectifs

- Étudier le processus d'adoption de comportements favorables à la santé
- Développer un système de collecte sur échantillon
- Étudier la généralisation du système de collecte dans l'ensemble de la zone d'intervention
- Offrir une base fiable pour les chercheurs du CERPOD et d'ailleurs pour mener des recherches sur des thèmes intéressant le programme d'intervention et le CERPOD

7. Renouvellement de l'étude sur la santé de la reproduction des adolescents au Sahel

Pour les autres pays qui étaient dans le champ de l'étude, il s'agira dans la mise à jour de cette étude, d'évaluer les changements qu'il y a eu depuis la première enquête. Pour ces pays, la durée entre les deux dernières DHS varie entre 5 et 8 années, période durant laquelle des programmes de santé reproductive étaient en cours.

Les résultats issus de cette étude seront traités par le spécialiste en communication avec la collaboration des chercheurs qui auront conduit l'étude. Ceci permettra d'assurer une bonne dissémination de ces résultats auprès des décideurs et d'un certain nombre de groupes cibles

8. Innovation en Santé de la Reproduction des Adolescents (ISRA)

Ce projet en partenariat avec la London School of Hygiene and Tropical Medicine (LHTM) et Save the Children UK vise le renforcement des ressources psychologiques chez les adolescents leur permettant l'application des connaissances acquises en santé de la reproduction pour un comportement sexuel sain dans la région de Mopti. Le CERPOD interviendra principalement au niveau de la conception des instruments de collecte, de la supervision de la collecte et de l'analyse des données.

4.5.1.3. Genre, Famille et Développement

9. Enquête sur la dynamique familiale et la scolarisation des enfants

Le CERPOD a conduit en 1999/2000 une enquête nationale sur la dynamique familiale et la scolarisation. Les questions de recherche auxquelles ces études tentent de répondre sont les suivantes:

- Quelles sont les caractéristiques familiales qui semblent faciliter l'accès, le maintien et la réussite des enfants à l'école?

- Ces caractéristiques interviennent-elles de la même façon pour les garçons et pour les filles?
- Dans quelle mesure la contribution des enfants aux activités économiques et aux travaux domestiques du ménage affecte-t-elle leur trajectoire scolaire?
- Quelle valeur les familles accordent-elles à la scolarisation de leurs enfants?

Activités

- Atelier de partage de la méthodologie de la recherche;
- Une enquête nationale;
- Publication/Dissémination.

10. Étude sur les rapports hommes / femmes dans le développement rural au Sahel.

Le CERPOD a eu à apporter son appui à la Direction Nationale des Statistiques Agricoles de la Guinée Bissau pour l'exécution d'une enquête nationale sur le rôle de la femme dans la production agricole. Les objectifs étaient :

- Connaître le poids économique des femmes dans l'agriculture;
- Prendre en compte la femme comme force motrice dans les programmes de développement
- Reconnaître la femme comme actrice du développement

Activités

- Atelier régional de partage de la méthodologie de l'enquête de la Guinée Bissau;
- Appui aux enquêtes nationales;
- Atelier régional d'analyse des données ;
- Synthèse régionale.

4.5.1.4. Population, Environnement et Développement

11. Poursuite du développement d'applications du modèle SPECTRUM de plaidoyer et sensibilisation (module population, emploi agricole, santé, éducation)

Le logiciel SPECTRUM est un système de modèles d'aide à la décision dans les domaines de la population, de la santé, de l'éducation, de l'agriculture et de l'emploi. Il peut être utilisé pour soutenir des activités de plaidoyer, de planification stratégique, de programmation et/ou de suivi-évaluation. Grâce à la flexibilité de son environnement informatique, il est également ouvert à l'incorporation de tout autre secteur répondant aux besoins d'utilisateurs locaux. Depuis mai 1999, une série d'activités en cascade ont été organisées par le Centre en vue de promouvoir son utilisation au Sahel:

- Formation de cadres du CERPOD comme formateurs et/ou utilisateurs;
- Formation à l'utilisation du système de dix-huit cadres statisticiens ou planificateurs à raison de deux par pays.

Au cours du prochain plan, il s'agira de procéder à des sessions de formations et à d'autres applications ou à des mises à jour de SPECTRUM et des modèles AIM.

Activités

- Deux (2) sessions de formations nationales à l'utilisation de SPECTRUM
- Appui à la réalisation de deux (2) applications nationales de SPECTRUM;
- Appui à la dissémination des résultats des deux (2) applications nationales

12. Étude sur Insertion, environnement et planification urbaine

En l'an 2000, le Centre a mené, au Burkina Faso, une enquête nationale sur les interrelations des Migrations, des stratégies d'insertion (professionnelle, matrimoniale et résidentielle) et de l'environnement (déforestation et pollution de l'air en milieu urbain). Des rapports descriptifs ont été publiés. Au cours du prochain plan, il s'agira de mener des analyses approfondies de ces données, de répliquer cette étude dans, au moins, un autre pays et de disséminer les méthodologies de cette recherche innovante.

Activités

- Analyses secondaires de l'étude du Burkina;
- Une étude nationale sur "Migrations, Insertion et Environnement" dans un autre pays du CILSS;
- Dissémination des méthodologies et résultats de recherche.

13. Utilisation de l'énergie domestique par les ménages en milieu urbain et déforestation

A travers l'Enquête sur les Migrations, l'Insertion urbaine et l'Environnement au Burkina Faso, a également été élaboré et mis en œuvre un dispositif de recherche destiné à générer, pour la première fois, des informations permettant d'élaborer des scénarios prospectifs sur : 1) la Consommation en énergie domestique; 2) les Déplacements en milieu urbain et les Émissions. Ces modèles utiliseront des données rétrospectives sur les quarante dernières années au niveau individuel ou du ménage.

Activités

- Analyses secondaires de l'étude du Burkina;
- Une étude nationale sur "Migrations, Insertion et Environnement" dans un autre pays du CILSS;
- Dissémination des méthodologies et résultats de recherche.

14. Analyse spatiale de la pauvreté et ciblage géographique de programmes de lutte

La pauvreté est de plus en plus considérée comme le résultat conjugué d'un faisceau de facteurs d'inégalité dans l'accès aux ressources naturelles, économiques, aux services sociaux (éducation, santé), aux infrastructures de base (desserte, marchés, eau et assainissement) et aux processus décisionnels. Si cette problématique multidimensionnelle a une dimension nécessairement spatiale, la mise en œuvre de programmes efficaces d'éradication de la pauvreté, requiert par ailleurs le renforcement des capacités nationales de production d'une information très désagréée au niveau spatio-social et de formulation de programmes qui prennent en compte les impératifs d'efficience, d'équité et de durabilité.

Activités

- Répliquer l'Atlas Population et Environnement dans des pays non couverts par la première étude;

- Elaborer et tester un modèle d'analyse spatiale de la pauvreté et de planification stratégique à des échelles locales;
- Disséminer les résultats du modèle.

4.5.1.5. Appui à la Collecte et Analyse de Données et formation à la recherche

15. Poursuite du projet profil socio-démographique et une mise à jour continue et un enrichissement de la base informatisée en rapport avec les institutions nationales chargées de la statistique

Dans le cadre de la valorisation des données socio-démographiques existantes, des profils socio-démographiques seront élaborés par le CERPOD en partenariat avec les Directions nationales chargées de la statistique. En dépit du manque souvent décrié de données démographiques un nombre important d'opérations de collecte ont été conduites au Sahel et les données ont été insuffisamment et/ou superficiellement analysées et de ce fait peu utilisées dans la mise en œuvre des politiques de population.

Objectifs

- Apprécier la quantité et la qualité de l'information sur la démographie, la malnutrition et les conditions de vie des Sahéliens ;
- Donner l'évolution des principaux indicateurs;
- Donner des informations sur les principales institutions impliquées dans la collecte et l'analyse des données;
- Faciliter l'utilisation des informations disponibles ;
- Faciliter les études comparatives ;
- échanger des informations entre différentes institutions nationales chargées de la collecte et de l'analyse des données.

16. Projet d'Analyse des Recensements Africains (ACAP)

L'objectif principal de ce projet est d'améliorer la connaissance de la démographie des pays sahéliens grâce l'analyse approfondie des données de recensements démographiques et d'autres opérations démographiques.

Ces analyses seront conduites par des équipes de chercheurs d'institutions nationales, du CERPOD et de l'Université de Pennsylvanie. Parmi les thèmes qui pourraient être retenus on peut citer:

- Mortalité différentielle dans le contexte du VIH/SIDA;
- Migration, urbanisation et mutations sociales;
- Ménage et nuptialité;
- Pauvreté et conditions de vie.

17. Formation en recherche qualitative

Nouvelles actions

Depuis les années 1970 et 1980, d'importants efforts ont été faits pour le renforcement des capacités humaines dans le domaine des études et recherche en population. Toutefois, ces efforts ont focalisé essentiellement sur les aspects quantitatifs. Néanmoins, au cours de la dernière décennie beaucoup de recherches qualitatives ont été conduites, particulièrement

pour les besoins de programme de santé. Cependant, l'utilisation des résultats de ces études laisse sceptiques la plupart des chercheurs parce qu'elles n'ont pas toujours été conduites dans les règles de l'art. L'évaluation du CERPOD a permis de noter un important besoin de formation en recherche qualitative des pays. C'est la raison pour laquelle le CERPOD est en train de concevoir un programme de formation dont les objectifs sont les suivants:

- ◆ permettre aux programmes de définir leurs priorités de recherche;
- ◆ Permettre aux programmes de définir leurs questions de recherche;
- ◆ Permettre aux programmes d'intégrer la recherche qualitative dans les activités en cours;
- ◆ Lier les résultats de recherche qualitative aux activités des programmes.

4.5.2. R2 : Les compétences nationales et sahéliennes sont accrues en matière d'élaboration de stratégies et de programmes intégrés de population et développement durable

Ces activités s'articulent autour des 5 composantes suivantes :

- Formation
- Informatique
- Documentation
- Information/vulgarisation/communication
- Traduction/interprétation

45.2.1. Formation en Population, Développement

1. Formation académique

Nouvelles actions

Programme de Formation des spécialistes en population développement dans les universités du Nord et de la région africaine.

Justification

Les pays sahéliens souffrent d'une insuffisance notoire de ressources humaines qualifiées dans le domaine de la population et du développement. Le CILSS à travers le CERPOD a formé plusieurs cadres sahéliens dans ce domaine par le passé, mais des besoins assez importants de formation non encore satisfaits existent toujours dans la région surtout en matière de formations doctorales. Dans certains pays il n'existe pratiquement pas de cadres qualifiés dans le domaine de la population et du développement, d'où la nécessité de mettre en œuvre un programme régional de formation en population et développement pour satisfaire les besoins des pays sahéliens.

Objectifs

- Former 90 cadres sahéliens en population et développement aux niveaux maîtrise et doctorat d'ici l'an 2010

Coût total du programme sur 5 ans: 1,5 million de dollars US/Financement à rechercher

2. Séminaires et ateliers

Objectifs

- Former localement 250 cadres sahéliens à travers 10 séminaires régionaux de formation en population et développement d'ici l'an 2010 .

Actions en cours toujours pertinentes

- Séminaires de partage méthodologique de recherche en santé de la reproduction (SR) ;
- Formation régionale en Suivi-Evaluation des politiques de population ;
- Poursuivre l'appui à la formation en traitement et conservation des données d'enquêtes et de recensements des institutions nationales de statistique et de démographie ;
- Stages et séminaires ateliers d'analyse spatiale des interrelations population/développement.

Actions à améliorer

- Etudes d'Analyse Situationnelle (EAS) en SR ;
- Cours périodique de Recherche Opérationnelle(RO) en SR ;
- Atelier régional en SIS et SR/PF ;
- Séminaires-ateliers d'analyse et de modélisation des liens entre pollution de l'air, mobilité des ménages et sûreté alimentaire en milieu urbain du Sahel.

Contraintes

- Insuffisance de ressources humaines et financières

45.2.2. Informatique

Aujourd'hui, on parle plus généralement de Nouvelles Technologies, car le numérique et l'informatique sont omniprésents dans notre quotidien.

L'accent devra être mis sur le renforcement des capacités techniques afin d'être en mesure de mieux répondre aux besoins des pays et de l'institution.

Par ailleurs, chacun sait le rythme particulièrement élevé avec lequel s'opèrent les changements dans le domaine de la micro-informatique : puissance des processeurs, convivialité des logiciels, miniaturisation, chute des prix, Internet. Il y a donc lieu d'avoir une connaissance claire de l'évolution de l'informatique afin d'en tirer le meilleur parti.

3. Appui à la formation en traitement et conservation des données d'enquêtes et de recensement des institutions nationales de statistique et de démographie

La formation en traitement des données est un axe fondamental pour le CILSS. Elle est relative à la réalisation de masques de saisie de questionnaires d'enquêtes, à l'organisation de sessions de saisie, vérification et productions de tableaux. Les problèmes techniques spécifiques tels que les exportations, les reformatages, la programmation des tirages d'échantillon, en somme l'exploitation informatique des données selon les besoins sont autant d'éléments qui doivent être maîtrisés dans les pays.

C'est pourquoi, au cours de ce plan l'accent sera mis sur le transfert de compétences dans ce domaine.

4. Appui informatique aux niveaux national et régional

La maintenance du matériel et des logiciels est un élément essentiel à prendre en compte dès la conception et tout au long d'un projet. L'objectif recherché est d'assurer une durée de vie acceptable au matériel et une utilisation optimale des ressources.

Le rôle de la maintenance sera de :

- Assurer la préparation, l'installation et la configuration des équipements informatiques nouveaux ;
- Assurer ou superviser la remise en état et le dépannage des équipements informatiques ;
- Assurer la maintenance préventive des équipements informatiques et audiovisuels et prodiguer des conseils pour leur utilisation correcte;
- Assurer le déplacement des équipements informatiques et audio-visuels pour les séminaires, ateliers et autres formations organisées par l'Institut ;
- Assurer la maintenance des logiciels et l'assistance aux utilisateurs;
- Proposer des solutions informatiques aux problèmes spécifiques posés par les utilisateurs ;
- Apporter un appui dans le domaine à la demande à l'intention des pays.

5. Appui à la mise en place et au développement de banques de données aux niveaux national et régional

La banque de données surtout démographiques, est le support essentiel pour les statistiques élémentaires, les analyses sommaires ou approfondies et la formation. Elle est actuellement utilisée comme fournisseur de données de base, mais elle doit aussi susciter la demande. Les autres composantes de la banque CERPOD, notamment la banque de données bibliographiques, la banque de données géographiques sont également couramment utilisées. Pour rendre l'utilisation de la banque de données plus efficace et plus conviviale, les mécanismes d'interrogation doivent être élaborés avec une approche simple et performante. D'un point de vue interne, la réalisation d'un interface convivial permettant au personnel d'accéder au contenu de la banque, surtout aux informations clé s'impose.

En outre, l'INSAH dispose d'un grand nombre de bases de données qui sont relatives à des domaines très variés : Agriculture, Environnement et Education Environnementale, Population, Economie etc ... Ces différentes bases sont éparpillées à travers divers volets, projets ou programmes au sein de l'Institution. De plus il n'existe pas de lien entre ces différentes bases et leur accès n'est pas optimisé. La nécessité de centraliser et d'harmoniser ces bases de données sectorielles en vue de leur utilisation optimale a été mise en exergue au sein de l'INSAH.

De manière plus générale, une analyse qualitative et quantitative de toutes les bases existantes à l'INSAH devrait permettre le renforcement d'une banque de données intégrée, conviviale, interactive. Cela nécessite d'importantes ressources humaines et financières.

Un canal de valorisation des bases de données des recensements des Etats du CILSS pourrait provenir de l'utilisation de la technique d'archivage, suivie de la production de CD-ROMs appropriés. La collaboration avec l'Université de Pennsylvanie pourra être mise à profit à cet effet.

Activités

- Réalisation d'un interface conviviale
- Mise en place d'une banque de données INSAH
- Intégration des recensements des pays du CILSS dans PACE (Pan African Census Explorer)
- Mise en place d'un serveur PACE au CERPOD
- Echanges techniques avec Aghrymet

6. Appui au développement et à l'utilisation des outils d'aide à la décision

Les SIG (Système d'Information Géographique) permettent de cerner certains phénomènes socio-économiques, démographiques ou environnementaux que les techniques classiques ne permettraient pas. C'est un outil d'aide à la décision par excellence. Or les outils d'aide à la décision ont une importance capitale dans la mise en œuvre des politiques de population, dans la connaissance du domaine "Biophysique" mais aussi dans celle des inter-relations entre la population et les secteurs d'intervention habituels : Santé, Emploi, Environnement, Agriculture, Hydraulique.

L'approche SIG doit être intégrée dans la plupart des projets en cours à l'INSAH, mais le transfert des compétences au niveau national doit être opérationnalisé. Pour cela, il faudra dans un premier temps insister tout particulièrement sur la formation permanente de manière à rendre cette technique accessible à une majorité de cadres de l'INSAH, ne serait-ce qu'en termes de connaissance des capacités de l'outil.

Land use/Land cover

Le projet Land use/Land cover (Lu/Lc) est aussi un bon cadre d'utilisation des SIG. La seconde phase de ce projet prévoit les activités suivantes :

- Transfert des techniques de détection des changements et d'analyse des changements au niveau des institutions régionales sahéliennes;
- Démonstration de l'importance du suivi de la nature et des taux de changements Compréhension et documentation des changements biophysiques à long terme et leurs relations avec les activités humaines;
- Evaluation et quantification des changements/dégradations des couvertures végétales des années 1940 à nos jours;
- Acquisition de 7 archives Landsat complètes sur le Sahel et leur transfert au niveau de AGRHYMET;
- Stratification géographique des paysages sahéliens selon les régions de couverture végétale;
 - Quantification des changements/dégradations des couvertures végétales par l'utilisation de photos aériennes Corona, Landsat MSS et TM et MODIS;

- Liaison avec les programmes de gestion de la sécurité alimentaire et des ressources naturelles de l'USAID;
- Production de résumés statistiques et présentation aux décideurs régionaux et nationaux sur l'environnement;
- Construction d'un modèle géographique projetant les tendances actuelles de l'utilisation des terres jusqu'en 2050;
- Elaboration d'un plan d'extension de ce cadre au reste de l'Afrique de l'Ouest.

SISEI

- SISEI/Mali : appui aux activités du SISEI/Mali
- SISEI/Afrique de l'Ouest : participation aux activités de SISEI/afrique de l'Ouest

7. Les Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC)

Aujourd'hui, la question de l'accès à Internet pour l'INSAH peut être considérée comme résolue, compte tenu de la disponibilité de la connexion permanente, même si une amélioration de la vitesse d'accès ou de transmission est souhaitée. L'accent doit prioritairement être mis sur la maîtrise de l'outil du point de vue technique et institutionnel. Techniquement, chacun doit pouvoir s'en servir de façon efficace, non seulement pour recueillir de l'information, mais également pour en produire et en diffuser. Institutionnellement, l'institution doit réaliser un travail d'adaptation, de révision des normes de communication, de ré-allocation des ressources, etc.

C'est pourquoi, tenant compte de l'existant, en l'occurrence la disponibilité d'une connexion permanente qui est un atout non négligeable, nous proposons, dans le prochain plan, la prise en compte des axes suivants :

- *la mise en place d'un Intranet,*
- *la mise à jour du site web,*
- *l'acquisition de serveur web,*
- *la formation sur les services Internet,*
- *l'impact sur les utilisateurs, leurs habitudes et sur l'institution*
- *la participation à divers réseaux d'échanges sur Internet (DEMONETA etc...)*

Ces aspects permettront à l'institution d'être tout à fait opérationnelle du point de vue des NTIC. Cependant, un effort semblable doit être prévu pour la connectivité des structures nationales partenaires au niveau du Sahel.

45.2.3. Documentation

Outil d'aide à la décision, la documentation constitue un volet important en matière de recherche.

Actions en cours toujours pertinentes

- 8. Informatisation des centres de documentation
- 9. Appui au réseau de dissémination des résultats de recherche

Nouvelles actions proposées

- 10. Renforcer la section documentation de l'INSAH
- 11. Coopération documentaire INSAH/Etats

45.2.4. Information/Vulgarisation/Communication

12. Publications

Excepté le bulletin “ Nouvelles du CERPOD ”, “ POP ACTUALITES ”, les communiqués de presse et autres dépliants, le volet **PUBLICATIONS** dépend dans une large mesure des travaux de recherche et des résultats qui y découlent. Aussi, le nombre de publications et les coûts y afférents ne peuvent être cernés avec précision.

Il y a cependant lieu d'impliquer de plus en plus les chercheurs sahéliens

Publications existantes toujours pertinentes

- Poursuite de la publication de *POP SAHEL* à raison de 3 à 4 numéros par an
- *Nouvelles du CERPOD* à raison de 4 numéros par an
- Publications des résultats de recherche dans les séries scientifiques: “*Etudes et Travaux*” “*Rapports de Recherche*”, “*Working Paper*”.
- Publications des Actes de séminaires-ateliers et conférences
- Brochures, dépliants et autres supports réalisés à la demande
- Couverture médiatique des activités du CERPOD/INSAH/CILSS.

En plus de ces publications, prévoir les activités suivantes

- Réalisation d'une brochure de présentation du CERPOD
- Renouvellement de la pochette d'information du CERPOD
- Réalisation d'un annuaire du Réseau Sahélien des Journalistes en Population/Développement
- Mise en ligne du catalogue des publications du CERPOD sur le Web.

13. Activités de promotion et de relations publiques

- Journées Portes Ouvertes
- Déjeuner de presse et points de presse autour de sujets spécifiques
- Gadgets de promotion: Casquettes, cartables, Pins, porte-clés, etc.
- Jeux-concours radiophoniques sur le CERPOD/INSAH/CILSS
- 18ème FESPACO/Prix CILSS en Population/Développement.

14. Dissémination/réseaux des journalistes en population

- Appui institutionnel aux Réseaux des Journalistes en Population/Développement
- Suivi des activités des Réseaux des Journalistes en Population/Développement
- Atelier de formation au profit du Réseau des journalistes du Tchad

- Atelier de formation au profit du Réseau des journalistes de Mauritanie
- Atelier de formation au profit du Réseau des journalistes de Guinée Bissau
- Concours régional de journalisme en Population/Développement/Santé de la Reproduction

15. Vulgarisation

- Dissémination de l'étude " Connaissance et utilisation du condom masculin en Afrique sub saharienne "
- Dissémination de l'étude " Liens entre la sexualité des adolescents et leur santé de la reproduction "
- Dissémination de l'étude " Les profils démographiques et socio-économiques "
- Contribution au bulletin trimestriel Nouvelles de CERPOD
- Contribution au bulletin trimestriel Pop Sahel
- Evaluation des activités de dissémination
- Redynamisation du réseau de dissémination et recherche de financement
- Elaboration de plans et de budget de dissémination
- Améliorer l'ergonomie du website

45.2.5. Traduction/interprétariat

16. Traduction/Interprétation

Les langues de travail du CILSS étant le français et l'anglais, les activités de cette composante consisteront à:

- Traduire de l'anglais vers le français et réciproquement les documents produits par le CERPOD/INSAH/CILSS ou provenant de sources de financement et collaborateurs extérieurs;
- Assurer l'interprétation anglais/français et français/anglais lors de réunions, conférences, entrevues organisées par le CERPOD/INSAH/CILSS;
- Procéder à la révision (correction) de documents en français ou anglais du CERPOD/INSAH/CILSS destinés à la publication.

4.5.3. R3 : Les processus de mise en œuvre et de suivi-évaluation des programmes et politiques de population et de développement durable sont appuyés et renforcés aux niveaux national et sous-régional

4.5.3.1. Appui aux Politiques de Population

Objectifs

- Appuyer la conception, la révision , la mise en œuvre et le suivi-évaluation des politiques et programmes de population;
- Promouvoir une meilleure prise en compte des questions de population dans les différentes politiques et stratégies de développement des Etats membres du CILSS pour un développement humain durable au Sahel;

- Favoriser les échanges d'expériences entre personnels impliqués dans la mise en œuvre des politiques et programmes de population.

Actions en cours toujours pertinentes

1. Suivi des Programmes d'Action de Ouagadougou et de la CIPD ;

Objectifs

- Suivre, évaluer et coordonner au plan sous-régional les actions de mise en œuvre des programmes d'Action de Ouagadougou et de la CIPD ;
 - Appuyer les pays membres du CILSS à opérationnaliser les différents Programmes d'Action ;
- Impliquer les acteurs de la société civile dans la mise en œuvre, le suivi, l'évaluation et la coordination des Programmes d'Action et évaluer leurs contributions respectives.**

Acquis

. Dans le cadre de cet appui, des groupes nationaux de travail ont été créés dans chaque pays membres du CILSS et il a été organisé au niveau sous-régional deux rencontres des ONG (Bamako, août 1998 et Banjul, novembre 2000), deux rencontres des Parlementaires sahéliens (Dakar, avril 1999 et Ouagadougou, Juillet 2000) et une rencontre des journalistes (Dakar, Décembre 1998) en vue de dégager leur contribution à la mise en œuvre des Programmes d'action de la CIPD et de Ouagadougou.

Activités prévues

- Appuyer les groupes nationaux de travail chargés du suivi au niveau national des Programmes d'Action de Ouagadougou et de la CIPD;
- Assurer le suivi au plan sous-régional des programmes d'action de Ouagadougou et de la CIPD ;
- Impulser l'implication des acteurs sociaux dans la mise en œuvre des programmes d'action de la CIPD et de Ouagadougou(Réseaux des Parlementaires, des ONG et des Journalistes) ;

Réalisations

- Des groupes nationaux de travail ont été créés dans chaque pays membre du CILSS et sont actuellement fonctionnels.
- Des réseaux des Parlementaires, des ONG et des Journalistes dotés de plans d'action avec des activités précises à réaliser ont été mis en place aux niveaux régional et national.

Difficultés

La mise en place et le fonctionnement des groupes nationaux de travail rencontrent des difficultés dans certains pays tels que le Cap Vert et la Mauritanie. Malgré les nombreuses relances et des missions dans ces pays, les groupes nationaux ne sont toujours pas mis en place. **Les autorités gouvernementales de ces pays** ont besoin d'être sensibilisées par les

plus hauts responsables du CILSS pour qu'elles donnent des suites favorables aux différentes sollicitations du CILSS.

2. Appui aux politiques de population ;

Acquis

Excepté la Guinée-Bissau ; des politiques explicites de population opérationnalisées en programmes d'action sont disponibles dans tous les pays membres du CILSS. Comme par le passé, le CERPOD continuera à fournir une assistance technique à l'ensemble des pays du CILSS, avec un accent particulier sur la Guinée-Bissau. Des études et des recherches seront également réalisées pour venir en appui au développement de ces politiques.

Activités prévues

- Formulation et opérationnalisation d'une politique de population pour la Guinée Bissau ;
- Appui à la révision et à l'actualisation des politiques et programmes de population des pays ;

Réalisations

Tous les pays du CILSS qui ont adopté une politique de population ces dernières années ont, à un moment donné du processus, bénéficié d'un appui technique conséquent des experts du CERPOD. Le Burkina Faso, le Sénégal et le Mali qui ont révisé ou entamé le processus de révision de leurs politiques de population ont bénéficié de l'appui technique du CERPOD. Des ateliers nationaux et régionaux de formation en suivi et évaluation des projets et programmes de population ont été organisés à l'intention des cadres de tous les pays membres du CILSS.

Difficultés

Les activités de ce volet, bien qu'en cours d'exécution, connaissent aussi des retards dans leur mise en œuvre à cause de l'insuffisance de personnel. Toutes les activités de ce volet sont exécutées par le chef de l'unité opérationnelle, seul cadre actuellement en poste au sein de l'unité. Il est urgent de prendre des mesures pour renforcer cette unité par le recrutement d'un chargé de programme qui prendra en charge certaines activités telles que l'appui aux Réseaux des parlementaires, des ONG, des Femmes, des jeunes et des Journalistes ainsi que la collaboration avec Policy Project. Le Chef de l'unité pourra ainsi se consacrer à l'assistance technique aux pays, la formulation de la politique de population de la Guinée Bissau, le suivi des programmes d'action de Ouagadougou et la CIPD et la coordination d'ensemble de l'unité.

Nouvelles actions proposées

3. Appui aux politiques et stratégies nationales de lutte contre la pauvreté

Objectifs

- Apporter une assistance technique aux pays membres du CILSS dans l'élaboration et l'opérationnalisation des politiques et stratégies nationales de lutte contre la pauvreté ;

- Promouvoir la prise en compte des facteurs démographiques dans les politiques et stratégies nationales de lutte contre la pauvreté au Sahel ;
- Réaliser des études et des recherches pertinentes pour venir en appui au développement des politiques et stratégies nationales de lutte contre la pauvreté .

Activités prévues

- Missions d'assistance technique aux pays en matière d'élaboration et d'opérationnalisation des politiques et stratégies de lutte contre la pauvreté ;
- Etudes et Recherches sur les interrelations entre démographie et pauvreté et sur la contribution des politiques de population à la lutte contre la pauvreté ;
- Formation et sensibilisation sur les liens qui existent entre la croissance démographique et le processus de paupérisation.

4. Appui aux Réseaux des femmes Sahéliennes (REFESA)

Objectifs

- Apporter une assistance technique aux différents Réseaux REFESA du CILSS en matière de conception et d'opérationnalisation de plans d'action ;
- Organiser des sessions de formation en population, genre et développement à l'intention des REFESA ;
- Organiser des ateliers de formation en Suivi-évaluation des projets et programmes à leur intention.

Activités prévues

- Ateliers de formation en suivi-évaluation REFESA (Burkina Faso) ;
- Ateliers de formation en suivi-évaluation REMUSA(Guinée Bissau).

Contraintes

Insuffisance de ressources humaines

5. Réalisation d'études et de recherches pour venir en appui aux politiques de population des pays.

Objectifs

- Fournir les informations utiles à l'élaboration, à la révision , à la mise en œuvre et au suivi-évaluation des politiques et programmes de population;
- Développer les compétences nationales en matière de recherches appliqués;
- Favoriser les échanges d'expériences entre chercheurs en matière de recherches appliquées dans les domaines de la population et des sciences sociales.

Actions en cours toujours pertinentes

5.1. Appuyer les institutions nationales à mener des études sur les problèmes de mise en œuvre et de l'impact des politiques et programmes de population au Sahel

Objectifs

Cette étude a pour objectif de mesurer l'impact des politiques et programmes de population sur les changements démographiques au Sahel. De façon plus spécifique, il s'agira de voir dans quelle mesure les politiques de population ont contribué à l'amorce ou à l'accélération de la transition démographique dans les différents pays du CILSS depuis leur adoption.

Activités prévues

- Elaboration de la méthodologie.
- Identification et recrutement des consultants nationaux

Réalisations

Le rassemblement de la documentation, la collecte des données, et l'élaboration de la méthodologie sont en cours.

Difficultés

L'insuffisance de personnel affecte d'une manière générale la mise en œuvre de toutes les activités et particulièrement la conception et la réalisation des études et des recherches opérationnelles. Des mesures urgentes doivent être prises pour renforcer l'unité afin que des études et des recherches opérationnelles soient réalisées pour venir en appui au développement des politiques et des programmes de population au Sahel.

5.2. Evaluer la mise en œuvre des programmes d'action de Ouagadougou et de la CIPD

Objectifs

Cette étude vise à faire le point sur les efforts accomplis par le CILSS en direction des buts et objectifs des programmes d'action du Caire et de Ouagadougou concernant la population et le développement.

Méthodologie

Elle sera réalisée sur la base des rapports nationaux que les pays présenteront à la Conférence régionale d'évaluation du Programme d'action de Ouagadougou cinq ans après son adoption (PAO+5) prévue en Octobre 2002. Cette Conférence qui regroupera les experts sahéliens impliqués dans la mise en œuvre des programmes d'action du Caire et de Ouagadougou sera consacrée essentiellement à l'évaluation à mi-parcours des dits programmes d'action au niveau de l'espace CILSS. Les documents qui en seront issus serviront de base à la conception et à la finalisation de l'étude.

Activités réalisées

- Rapports annuel de suivi du PAO élaborés par les pays ;

- Rapports d'évaluation des plans d'action des différents Réseaux (ONGs, Parlementaires et Journalistes).

Activités prévues

- Rapports nationaux des pays pour PAO+5 ;
- Rapports d'évaluation des Plans d'action des Réseaux (ONGs, Parlementaires et Journalistes) ;
- Actes de la réunion des experts (PAO+5) ;
- Synthèse et finalisation de l'étude .

Nouvelles actions proposées

5.3. Etudier la contribution des politiques de population à la lutte contre la pauvreté et à la réalisation du Développement Humain durable au Sahel ;

Objectifs

Cette étude a pour objectif d'analyser de façon spécifique la contribution des politiques de population à la lutte contre la pauvreté au Sahel. Elle doit permettre de comprendre comment les différentes politiques de fécondité, de mortalité et de migrations influencent les politiques et les stratégies nationales de lutte contre la pauvreté dans les pays et comment ces dernières agissent à leur tour sur la taille, la structure et la dynamique de la population. Une meilleure connaissance de ces interactions est essentielle dans la conception, la révision, l'actualisation et le pilotage des différentes politiques. L'étude sera réalisée dans chacun des pays membres du CILSS et une synthèse régionale sera faite.

5.4. Etudier les interrelations entre croissance démographique et Développement Humain Durable au Sahel ;

Objectifs

Comprendre les relations multiples et complexes qui existent entre la croissance démographique et le développement humain durable dans le contexte sahélien pour mieux éclairer et orienter les différentes politiques nationales et régionales. L'étude sera faite dans chacun des pays membres du CILSS et une synthèse régionale sera publiée.

5.5. Etudier les interrelations entre démographie et Sécurité alimentaire au Sahel.

Objectifs

Comprendre et analyser la dimension démographique de la sécurité alimentaire dans le contexte sahélien. Le concept de sécurité alimentaire est multidimensionnel et son opérationnalisation exige forcément une approche pluridisciplinaire où les différentes sciences sociales doivent venir au secours de l'agronomie. Dans une certaine mesure la sécurité alimentaire conditionne largement l'existence des sociétés humaines et donc le renouvellement des populations. Cette étude permettra donc de mieux prendre en

renouvellement des populations. Cette étude permettra donc de mieux prendre en compte cette dimension sociale de la sécurité alimentaire trop souvent négligée au profit de la dimension approvisionnement alimentaire au Sahel.

Contraintes

Insuffisance de ressources humaines

4.5.3.2. Appui aux Programmes de Population

Actions en cours toujours pertinentes

6. Ateliers et séminaires de formation en appui aux programmes et projets de population / développement (SIS, RO, Suivi-évaluation etc.)

Objectifs

- Renforcer les capacités des cadres sahéliens en matière de conception et de réalisation de recherches opérationnelles (RO) dans le domaine de la santé de la reproduction ;
- Former les cadres sahéliens à l'utilisation et à la maintenance du logiciel de gestion SIS ;
- Accroître les connaissances des cadres sahéliens en RO et SIS.

Acquis

Un atelier régional en RO et dix ateliers régionaux en SIS ont été réalisés au profit des cadres sahéliens et non sahéliens depuis 1989 date de démarrage des ateliers SIS. L'atelier régional en RO a été organisé en 1996. Ces ateliers régionaux ont permis de générer des ressources pour les fonds propres du CERPOD. En plus de ces actions, le CERPOD a largement contribué à l'intégration de ces cours à l'école supérieure de statistique et d'économie appliquée d'Abidjan.

Activités prévues

- Préparation du deuxième atelier régional en RO ;
- Préparation du onzième atelier régional en SIS.

Réalisations

Les cadres chargés de mettre en œuvre les activités ayant quitté l'INSAH, aucune réalisation n'a été enregistrée dans ce domaine.

Difficultés

Les projets qui finançaient les activités de ce volet sont tous arrivés à expiration. Des requêtes ont été introduites auprès de l'ACDI et du FNUAP et sont en cours d'approbation. Actuellement, il n'existe aucun cadre pour mettre en œuvre ces activités. Il est urgent donc d'en recruter dans les meilleurs délais.

7. Assistance technique aux pays en matière de Système d'Information Sanitaire (SIS) ;

Acquis

Mise en place, maintenance et appui aux systèmes d'information sanitaire (SIS) en Mauritanie, au Cap Vert, en Gambie, au Burkina Faso et au Mali ;
Développement d'un logiciel de gestion des bases de données SIS ;
Plusieurs cadres sahéliens formés à l'utilisation du logiciel de gestion des bases de données SIS ;
Mise à disposition des Etats d'équipements informatiques ;

Activités prévues

Conception d'outils d'aide à la décision ;
Organisation d'ateliers annuels de SIS ;
Missions d'appui et de maintenance des SIS des pays ;
Finalisation du guide d'auto-évaluation en santé de la reproduction (SR) ;
Validation du guide pour le système national de santé du Mali ;
Production d'un atlas sur les indicateurs socio-sanitaires.

Réalisations

Le guide d'auto-évaluation en SR a été finalisé et validé en 2000.
Une liste d'une douzaine d'indicateurs socio-sanitaires a été proposée pour la production de l'atlas et des données socio-démographiques ont été collectées dans certains pays membres du CILSS.

Difficultés

La mise en œuvre des activités de ce volet connaît de graves difficultés en raison de l'insuffisance de ressources et de personnel. En effet, l'UOPP ne compte actuellement qu'un seul cadre, chef de l'unité, alors qu'il faut au minimum trois cadres supplémentaires pour mener à bien toutes les activités (un spécialiste en SIS et RO), un informaticien, un assistant de programme et une secrétaire). Actuellement aucune activité n'est mise en œuvre dans ce volet en raison du manque de ressources lié à l'arrêt des différents projets qui financent les activités. La requête introduite auprès du FNUAP est en cours d'approbation à New York.

Il est urgent de prendre toutes les dispositions utiles afin de renforcer cette unité opérationnelle en personnel qualifié afin que toutes les activités soient exécutées comme prévu..

8. Recherches opérationnelles en appui aux programmes de SR ;

L'analyse situationnelle est une approche permettant de décrire l'état d'un programme de santé dans l'environnement des points de prestation de services. Elle s'intéresse essentiellement à l'offre de services, la demande étant plutôt étudiée dans les enquêtes de type CAP.

Objectifs

- Améliorer la couverture et la qualité des services de SR/PF par la mise à disposition d'informations pertinentes relatives à la gestion des programmes et projets de santé au Sahel .
- Déterminer le profil ainsi que les connaissances, attitudes et pratiques des clientes de SR/PF;
- Evaluer le fonctionnement, la performance et la qualité des services de planification familiale;
- Tester l'applicabilité de la méthodologie à la DBC et fournir au projet des données de base nécessaires au suivi et à l'évaluation des activités.

Activités prévues

- Réalisation à la demande d'études d'analyse situationnelle aux niveaux public, privé et ONGs.
- Formation en méthodologie d'analyse situationnelle des services de SR.

9. Poursuite des actions de plaidoyer en vue de la mobilisation des ressources en faveur des secteurs sociaux au Sahel ;

Objectifs

Promouvoir la mobilisation des ressources internes et externes en faveur des secteurs sociaux au Sahel.

Acquis

Dans le cadre du suivi des résolutions du sommet mondial sur le développement social et en application des recommandations des programmes d'action de Ouagadougou et la CIPD, une rencontre régionale des secrétaires généraux des ministères chargés du plan, du budget, de la santé et la communication des neuf pays membres du CILSS a été organisée par le CERPOD à Dakar en octobre 1999 pour promouvoir la mobilisation des ressources internes et externes en faveur des secteurs sociaux au Sahel. A l'issue de la rencontre, les pays membres du CILSS se sont engagés à consacrer davantage de ressources aux secteurs sociaux et à soutenir toutes les mesures visant à lutter contre la pauvreté et la faim au Sahel.

Activités prévues

- Organisation de sessions de plaidoyer sur la mobilisation des ressources ;
- Visites de sensibilisation et de motivation des partenaires à intervenir dans le financement des secteurs sociaux au Sahel ;
- Soutien aux différents Réseaux (Parlementaires, ONGs, Journalistes, REFESA, etc) pour qu'ils mènent des actions de plaidoyer spécifiques.

Nouvelles actions proposées

10. Assistance technique aux structures nationales chargées de la promotion féminine et de la jeunesse ;

Objectifs

Appuyer les structures nationales chargées de la promotion de la femme et de la jeunesse dans la conception, la révision, l'actualisation et l'opérationnalisation de leurs politiques et stratégies d'action spécifiques conformément aux contenus et aux orientations des programmes d'action de Ouagadougou, de la CIPD et de Pékin. La Déclaration de Ouagadougou invite vivement le CILSS à étendre son champ de travail à la Jeunesse et à la promotion féminine(dimension genre).

Activités prévues

- Missions d'assistance technique aux structures concernées ;
- Etudes et Recherches en appui aux différentes politiques de promotion féminine et de la jeunesse.

11. Appui aux structures nationales chargées de lutte contre la pauvreté

Objectifs

Apporter une assistance technique aux structures nationales chargées de lutte contre la pauvreté au Sahel et réaliser des études et des recherches pour venir en appui au développement des politiques et stratégies nationales de lutte contre la pauvreté dans les pays.

Activités prévues

- Missions d'appui aux pays
- Etudes sur les interactions populations/pauvreté dans le contexte sahélien ;
- Formation et sensibilisation sur les méthodes d'intégration des facteurs démographiques dans les politiques et stratégies de lutte contre la pauvreté au Sahel.

Contraintes

Insuffisance de ressources humaines

4.6. ACTIVITES DU MANAGEMENT

4.6.1. M1. PLANIFICATION

Mise à jour du plan

Organisation et tenue de la retraite

Organisation et tenue CTG

4.6.2. M2. ORGANISATION

Suivi Gestion du personnel

Suivi Comptabilité / Finance

Suivi Gestion administrative et logistique

4.6.3. M3. COORDINATION / COMMUNICATION

Participation Conseils de Direction

Plaidoyer dans les pays en Pop.

Tournées auprès des Partenaires

Instances du CILSS

4.6.4. M4. SUIVI / EVALUATION

Réunions internes

Supervision Rapports trimestriels

Synthèse rapports semestriels

Synthèse Rapport annuel

4.7. CRITERES DE REALISATION : IOV

<i>Objectifs/Résultats/Activités</i>	<i>Indicateurs objectivement vérifiables</i>	<i>Sources de vérification</i>	<i>Hypothèses/Pré-requis</i>
<i>Résultat : RI : "Les contraintes socio-démographiques au développement durable sont connues de façon approfondie et les résultats de recherche sont diffusés dans la sous-région " ;</i>	<i>1. En 2004, les publications du CERPOD à partir de 1995 sur les contraintes socio-démographiques sont disponibles dans les centres de documentation d'au moins 6 pays et sur le WEB. 2. En 2004, au moins 6 pays membres du CILSS ont utilisé les résultats de recherche du CERPOD sur les contraintes socio-démographiques dans la formulation de leurs politiques, stratégies et programmes de</i>	<i>Les bibliothèques des centres de documentation et les sites WEB</i>	

Objectifs/Résultats/Activités	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses/Pré-requis
	développement		
Activités de R1			
1. Analyses approfondies et valorisation des données du REMUAO	Deux rapports thématiques	Institutions Nationales de Recherche en Population et Développement; Directions Nationales de la Statistique; CERPOD	Disponibilité du financement de l'activité
2. Migrations, décentralisation et développement local	Un rapport de recherche sur les migrations et la décentralisation et le développement local	Direction Nationales de la Population; Ministères en charge de la Décentralisation; CERPOD	Disponibilité du financement de l'activité
3. Études sur migrations et sida.	Un document sur les migrations et le SIDA	PNLS; ONUSIDA; CERPOD	Disponibilité du financement de l'activité
4. Système de vie des ménages, pauvreté urbaine	Un document sur le système de vie des ménages; une brochure de dissémination des résultats de l'étude	Observatoires nationaux de la pauvreté; Directions Nationales de la Statistique; CERPOD	
5. Suivi et évaluation des programmes de lutte contre le sida ;	Une brochure faisant le plaidoyer du Suivi/Evaluation; Un document sur l'évolution des comportement sexuels; Un data sheet sur les indicateurs du VIH/SIDA; 30 cadres des PNLS formés en S&E	PNLS; Directions/Divisions Santé Familiale; CERPOD	
6. Études sur les observatoires de population.	Quatre rapports thématiques Deux rapports annuels	ONG intervenant dans le domaine de la santé; Divisions Santé Familiale	
7. Renouvellement de l'étude sur la santé de la reproduction des adolescents au Sahel ;	Une brochure sur la santé de la reproduction dans le Sahel	Divisions Santé Familiale; CERPOD	
8. Innovation en Santé de la Reproduction des Adolescents	Un rapport sur la santé de la reproduction des adolescents de Mopti	ONG intervenant dans le domaine de la santé; Divisions Santé Familiale	
9. Enquête sur la dynamique familiale et la scolarisation des enfants;	Un rapport sur la scolarisation	Ministères de l'éducation; Directions Nationale de la Statistique. Directions Nationales de la Population; CERPOP	
10. Étude sur les rapports hommes / femmes dans le développement rural au Sahel.	Un rapport pour chacun des trois pays qui seront retenus pour l'étude	Ministères chargées de la promotion de la femme	
11. Poursuite du développement d'applications du modèle SPECTRUM de plaidoyer et	Trois documents présentant les résultats d'applications de trois pays; Un document présentant	Directions nationales de la population; Directions nationales de la statistiques; Bureaux nationaux du	

Objectifs/Résultats/Activités	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses/Pré-requis
sensibilisation (modèle population, emploi agricole, santé, éducation);	<i>une application régionale des 9 pays</i>	<i>recensement; CERPOD</i>	
12. Étude sur Insertion, environnement et planification urbaine	<i>Un document sur l'insertion, l'environnement et la planification urbaine</i>	<i>Directions nationales de la population; Ministères de l'environnement; CERPOD</i>	
13. Utilisation de l'énergie domestique par les ménages en milieu urbain et déforestation	<i>Un rapport sur l'énergie domestique en milieu urbain et déforestation au Burkina</i>	<i>Ministères de l'environnement; Directions Nationales de la Population</i>	
14. Analyse spatiale de la pauvreté et ciblage géographique de programmes de lutte	<i>Un document sur la pauvreté Un atlas démo-écologique</i>	<i>Programmes nationaux de lutte contre la pauvreté; Directions Nationales de la Population; Directions nationales de la statistiques; CERPOD</i>	
15. Poursuite du projet profil socio-démographique et une mise à jour continue et un enrichissement de la base informatisée en rapport avec les institutions nationales chargées de la statistique	<i>9 profils pays en 2002 9 data sheets nationaux en 2002 1 Profil sahélien en 2002 1 data sheet sahélien en 2002 9 profils pays en 2004 9 data sheets nationaux en 2004 1 Profil sahélien en 2004 1 Data sheet sahélien en 2004</i>	<i>Directions nationales de la population; Directions nationales de la statistiques; CERPOD</i>	
16. Projet d'Analyse des Recensements Africains (ACAP)	<i>2 rapport thématiques</i>	<i>Directions nationales de la population; Directions nationales de la statistiques; CERPOD</i>	<i>Poursuite de la collaboration avec The University of Pennsylvania</i>
17. Formation en recherche qualitative	<i>40 chercheurs formés</i>	<i>Divisions Santé Familiale; PNLS</i>	

Objectifs/Résultats/Activités	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses/Pré-requis
Résultat : R2 : " Les compétences nationales et sahéliennes sont accrues en matière d'élaboration de stratégies et de programmes intégrés de population et développement durable " ;	<i>1. En 2004, les institutions démographiques nationales d'au moins 6 pays membres du CILSS, sont les principales sources d'inspiration des stratégies et programmes de population et développement pour les pays membres et les partenaires du CILSS ; 2. En 2004, les institutions démographiques nationales d'au moins 6</i>	<i>Documents des pays membres et des partenaires du CILSS</i>	

Objectifs/Résultats/Activités	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses/Pré-requis
	<i>pays membres du CILSS sont des références nationales de l'information démographique.</i>		
Activités de R2			
1. Formation académique	<i>- Former 90 cadres sahéliens en population et développement aux niveaux maîtrise et doctorat d'ici 2010</i>	<i>Rapports de formation</i>	<i>Disponibilité de financement</i>
2. Séminaires et ateliers	<i>Voir R1 et R2</i>		
3. Appui à la formation en traitement et conservation des données d'enquêtes et de recensement des institutions nationales de statistique et de démographie	<i>- 20 cadres sont formés en traitement de données d'enquêtes et/ou en conservation des données d'ici à 2004</i>	<i>Rapports d'ateliers ou de stage</i>	<i>Disponibilité de financement dans les pays et disponibilité de ressources humaines</i>
4. Appui informatique aux niveaux national et régional (maintenance matériel et logiciels)	<i>- Amélioration des capacités d'utilisation de l'informatique à l'INSAH et dans les pays</i>	<i>Du matériel et des logiciels performants sont utilisés à l'Institut et dans les pays</i>	<i>Disponibilité de ressources financières</i>
5. Appui à la mise en place et au développement de banques de données aux niveaux national et régional :	<i>- En 2004, une banque de données sahélienne est opérationnelle à l'INSAH - En 2004, une banque de données sur les intervenants en matière de Population est opérationnelle à l'INSAH</i>	<i>CERPOD : Rapports fournis sur la banque CERPOD : Rapports fournis sur la banque Directions Nationales de la Population</i>	<i>Disponibilité des données des pays et disponibilité de ressources humaines et financières</i> <i>Disponibilité des données sur les intervenants dans les pays et disponibilité de ressources humaines et financières</i>
6. Appui au développement et à l'utilisation des outils d'aide à la décision : Land Use :Land Cover; SISEI ; SIG	<i>- Un cadre régional sahélien de suivi environnemental est mis en place en 2003 - le SISEI-Mali est opérationnel en 2003 - Au moins 10 cadres de l'INSAH sont formés aux techniques des SIG en 2004</i>	<i>Existence du dit cadre Site SISEI-Mali vivant Intégration effective des SIG dans plusieurs projets en cours d'exécution</i>	<i>Temps-cadre à prévoir Outils pour SIG disponibles</i>
7. Appui aux nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) :	<i>- Les NTICs sont pleinement utilisées à l'Institut et avec les partenaires nationaux en 2004</i>	<i>Les services Internet sont disponibles à l'INSAH et dans les institutions nationales partenaires Le site Web INSAH.org est mis à jour régulièrement et suffisamment consulté</i>	<i>Acquérir régulièrement les outils et matériels nécessaires Disponibilité de ressources humaines et financières</i>
8. Informatisation des centres de documentation	<i>4 centres sont informatisés d'ici à 2004</i>	<i>4 rapports disponibles</i>	<i>Financement</i>
9. Appui au réseau de	<i>Programmes d'activités des 9</i>	<i>Rapports d'activités des</i>	<i>Financement à rechercher</i>

Objectifs/Résultats/Activités	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses/Pré-requis
dissémination des résultats de recherche	<i>pays en cours d'exécution et leurs réalisations 2004</i>	<i>pays Rapports de la coordination (CERPOD)</i>	
10. Renforcer la section documentation de l'INSAH	<i>Nombre d'ouvrages acquis Liste de revues et journaux Statistiques de fréquentation</i>	<i>Facture d'achat d'ouvrages Factures des abonnements Facture d'acquisition de matériel de documentation Rapports d'activités</i>	<i>Budget d'acquisition disponible Matériel à acquérir</i>
11. Coopération documentation INSAH/Etats	<i>- En 2004, 3 documentalistes des points focaux ont effectué un stage de 15 jours à l'INSAH - D'ici à 2004, 2 ateliers regroupant les correspondants nationaux de documentation sont organisés</i>	<i>Documentalistes nationaux formés dans les pays Compte-rendus des ateliers</i>	<i>Financement à rechercher Financement à rechercher</i>
12. Publications	<i>- 4 Numéros de Nouvelles du CERPOD paraissent chaque année - 2 numéros de Pop Sahel sont publiés chaque année - Actes de séminaires - Brochures, dépliants, plaquettes réalisés à la demande - 3 Rapports de recherche, -- 2 Études et Travaux, -3 Working paper,</i>	<i>-4 numéros par an disponibles - 2 numéros par an disponibles - Rapports disponibles - Nombres de documents disponibles 3 rapports disponibles 2 rapports disponibles 3 rapports disponibles</i>	<i>- Articles des chercheurs doivent être disponibles, la programmation respectée Articles de chercheurs indispensables</i>
13. Activités de promotion et de relations publiques	<i>- 3 Déjeuners de presse avec des ministres, hauts responsables et chercheurs sont organisés chaque année -Confection d'objets/gadgets de promotion (stylo, pins, cartables, casquettes, etc) - Prix Cinéma et Télé en Population/Développement au Fespaco (2 trophées, plus 3 000 000 ₣ décerné</i>	<i>- 3 Rapports disponibles (articles de presse, reportages filmés) -Objets/gadgets disponibles. Le public connaît mieux les activités du CERPOD - Les lauréats ont reçu leur prix, rapport et images disponibles - Les meilleurs articles,</i>	<i>- Moyens financiers Prévoir les déjeuners de presse dans les activités notamment à l'occasion de rencontres. -Financement à rechercher -Financement à rechercher</i>

Objectifs/Résultats/Activités	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses/Pré-requis
	<ul style="list-style-type: none"> - Concours régional de journalisme en population/développement organisé - 1 Journée "portes ouvertes" organisée - 2 Débats radio-télévisés à l'occasion de la journée internationale de la population et de la journée du CILSS organisés - 1 Film documentaire de promotion de 10 mn sur le CERPOD 	<ul style="list-style-type: none"> émissions ont été primés, rapports disponibles, les journalistes sont encouragés, - le CERPOD et ses activités mieux connues - le CERPOD et ses activités mieux connues - le CERPOD et ses activités mieux connues, film disponible et diffusé 	<ul style="list-style-type: none"> - Financement à rechercher
14. Dissémination/ Réseaux des journalistes en population	<ul style="list-style-type: none"> - 3 Ateliers de sensibilisation et de formation (régional et national) - 2 numéros (semestriel) du bulletin régional de liaison - Participation aux conférences majeures sur les questions de population et SR - 2 voyages d'études sont effectués 	<ul style="list-style-type: none"> - Journalistes formés et sensibilisés, réseaux plus opérationnels, rapports disponibles - numéros disponibles - les journalistes sont formés, rapports disponibles, couverture médiatique assurée - les journalistes du réseau sont mieux outillés, les relations plus renforcées, rapports de mission disponibles 	<ul style="list-style-type: none"> - Financement à rechercher - Financement à rechercher - Financement à rechercher - Financement à rechercher

Objectifs/Résultats/Activités	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses/Pré-requis
15. Vulgarisation	<ul style="list-style-type: none"> - La dissémination des résultats aux niveaux national, régional et local est améliorée. Les principaux groupes cibles (décideurs, leaders d'opinion, politiciens, planificateurs de programme, chercheurs, éducateurs, chefs religieux, ONGs, bailleurs de fonds et médias) sont mieux informés des questions et des résultats de recherche dans les domaines de la SR et des autres thèmes en population et développement. L'usage des données parmi les principaux groupes cibles (les utilisateurs) pour la planification et la prise de décisions est augmenté. - Les capacités institutionnelles du CERPOD en matière de dissémination sont 	<ul style="list-style-type: none"> - L'augmentation de la demande : - L'augmentation de consultations de documents (ceux qui viennent lire les documents au bureau). - Les acquisitions de documents - Le nombre de visites du site Web - Le nombre d'articles de presse ou d'émissions de radio ayant trait à l'étude disséminée. - Le pourcentage de l'échantillon qui rappelle le matériel. - Le pourcentage de l'échantillon qui rappelle le message clé. - La création, la modification, la réorientation d'un projet/programme - L'initiation ou la stimulation du dialogue - L'ouvrage de référence dans le travail quotidien - La rédaction de rapports/discours - La transmission à une bibliothèque - L'élaboration de directives générales - Les classes - L'enseignement - La formation/le stage - Les conférences - La recherche Un règlement intérieur adopté et mise en œuvre. Le nombre de réunions de concertations par activité de l'étude. 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Disponibilité d'études/recherches 2. Application effective charte de dissémination 3. Ressources financières disponibles <ol style="list-style-type: none"> 1. Disponibilité d'études/recherches 2. Application effective charte de dissémination 3. Ressources financières disponibles <ol style="list-style-type: none"> 1. Disponibilité d'études/recherches 2. Application effective charte de dissémination 3. Ressources financières disponibles <ol style="list-style-type: none"> 1. Disponibilité d'études/recherches 2. Application effective charte de dissémination 3. Ressources financières disponibles

Objectifs/Résultats/Activités	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses/Pré-requis
	<i>renforcées par : L'adoption du règlement</i>	<i>Le nombre total des réunions tenues sur les activités de dissémination - Le nombre des échanges au début de la conception de recherche où on utilise le règlement intérieur</i>	
16. Traduction/interprétation	<i>- Tous les documents mis à disposition sont traduits - L'interprétation est assurée pour tous les ateliers et séminaires organisés</i>	<i>- Documents traduits - Rapport de l'atelier ou du séminaire</i>	<i>Seconder le cadre chargé de l'interprétation</i>

Objectifs/Résultats/Activités	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses/Pré-requis
Résultat : R3 : " Les processus de mise en œuvre et de suivi-évaluation des programmes et politiques de population et de développement durable sont appuyés et renforcés aux niveaux national et sous-régional. "	<p>1. En 2002, tous les pays membres du CILSS participent à une réunion régionale qui fait le point de mise en œuvre du Programme d'action de Ouagadougou (PAO) ;</p> <p>2. En 2004 au moins 6 pays membres du CILSS ont intégré les options du PAO aux politiques et programmes de population qu'ils exécutent.</p>	<p>1. Actes de la réunion régionale de l'état de mise en œuvre du PAO ;</p> <p>2. Textes des politiques et programmes des pays membres du CILSS</p>	<p>La mobilisation par les pays membres du CILSS, du financement des programmes d'action et d'investissement prioritaires favorise la mise en œuvre des politiques et programmes de population.</p>
Activités de R3			
1. Suivi des Programmes d'Action de Ouagadougou et de la CIPD ;	<p>1. En 2002, des groupes nationaux de travail chargés du suivi au national du PAO existent dans 6 pays membres du CILSS</p> <p>2. En 2002, des réseaux des ONG, des Parlementaires et des Journalistes dotés de Plans d'action spécifiques existent dans tous les pays membres du CILSS</p> <p>3. En 2002, un atelier régional d'évaluation à mi-parcours du PAO</p>	<p>1. Textes de création des groupes nationaux de travail</p> <p>1.2. Rapports annuels des groupes de travail</p> <p>2. Statuts des différents réseaux</p> <p>2.1. Rapports d'activités des réseaux</p> <p>2.2. Bulletins de liaisons des réseaux</p> <p>3. Rapport final de l'atelier régional d'évaluation à mi-parcours du PAO</p>	

Objectifs/Résultats/Activités	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses/Pré-requis
	<p>(niveau Experts) a été tenus</p> <p>4. En 2003, trois ateliers régionaux d'évaluation des plans d'action des réseaux des ONG, des Parlementaires et des journalistes sahéliens ont été tenus.</p> <p>5. En 2004, des groupes nationaux de travail chargés du suivi de la mise en œuvre du PAO au niveau national existent dans tous les pays membres du CILSS et sont fonctionnels</p>	<p>4. Rapport final de l'atelier régional des ONG,</p> <p>4.1 Rapport final de l'atelier régional des Parlementaires</p> <p>4.2 Rapport final de l'atelier régional des Journalistes</p> <p>5. Textes de création des groupes nationaux de travail</p> <p>5.1. Rapports annuels des groupes nationaux de travail</p> <p>5.2 Compte rendus des réunions périodiques des groupes de travail disponibles dans les pays.</p>	
<p>2. Appui aux politiques de population</p> <p>2.1. Révision et actualisation de politiques de population existantes;</p> <p>2.2. Formulation, adoption et opérationnalisation d'une Déclaration de politiques de population (DPP) en Guinée Bissau</p>	<p>2.1.1. En 2002, quatre pays membres du CILSS ont achevé ou entamé le processus de révision, d'actualisation et d'opérationnalisation de leur Déclaration de politiques de population (DPP)</p> <p>2.1.2. En 2004, au moins sept pays membres du CILSS sur neuf ont achevé ou entamé le processus de révision, d'actualisation et d'opérationnalisation de leur Déclaration de politiques de population</p> <p>2.2.1. En 2002, un document de synthèse démo-économique et un draft de DPP existent en Guinée Bissau</p> <p>2.2.2. En 2004, une DPP et un PAIP existent en Guinée Bissau</p>	<p>2.1.1.1. Documents révisés ou actualisés de Déclaration de politiques de population</p> <p>2.1.1.2. Documents révisés ou actualisés de programmes d'action et d'investissements prioritaires (PAIP)</p> <p>2.1.2. Documents de DPP et de PAIP révisés et actualisés</p> <p>2.2.1. Documents de synthèse démo-économique (document de base de la DPP) et draft de la DPP</p> <p>2.2.2. Documents de DPP</p>	<p>2.1. Stabilité socio-politique et existence d'un climat favorable à l'adoption d'une DPP et d'un PAIP (volonté politique)</p> <p>2.1.2. Stabilité institutionnelle et faible mobilité des cadres nationaux impliqués dans la conception et l'opérationnalisation de</p>

Objectifs/Résultats/Activités	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses/Pré-requis
		<i>et de PAIP adoptés par le gouvernement.</i>	<i>la DPP et du PAIP.</i>
<i>3.Appui aux politiques et stratégies nationales de lutte contre la pauvreté.</i>	<i>3.1 En 2004, au moins sept pays membre du CILSS ont bénéficié d'un appui technique au profit de leurs structures nationales de lutte contre la pauvreté</i>	<i>3.1.1 Documents de politiques et de stratégies nationales de lutte contre la pauvreté des pays</i> <i>3.1.2.Rapports de missions d'appui technique aux structures nationales de lutte contre la pauvreté</i>	<i>3.1.1 Disponibilité de financement pour fournir l'appui technique.</i>
<i>4.Appui aux Réseaux des femmes Sahéliennes(REFESA)</i>	<i>4.1. En 2004, au moins quatre missions d'appui technique ont été effectuées au profit des REFESA .</i>	<i>4.1.Rapports de missions d'assistance technique aux REFESA</i>	<i>4.1. Disponibilité de financement</i>
<i>5. Etudes et recherches en appui aux politiques nationales de population</i>	<i>5.1 En 2003, une étude régionale sur les problèmes de mise en œuvre des PP au Sahel est disponible</i> <i>5.2. En 2003, une étude régionale sur l'évaluation de la mise en œuvre du PAO et de la CIPD est disponible au Sahel</i> <i>5.3 En 2004, une étude régionale sur la contribution des PP à la lutte contre la pauvreté et à la réalisation du développement humain durable au Sahel est disponible</i> <i>5.4 En 2004, un document méthodologique de l'étude régionale sur les interrelations entre croissance démographique et développement humain durable au Sahel est disponible</i> <i>5.5 En 2004, un document méthodologique de l'étude régionale sur les interrelations entre</i>	<i>5.1 Document publié de l'étude régionale sur les problèmes de mise en œuvre des PP</i> <i>5.2. Document publié de l'étude régionale sur l'évaluation du PAO et de la CIPD</i> <i>5.3. Document publié de l'étude régionale sur la contribution des PP à la lutte contre la pauvreté et à la réalisation du développement humain durable au Sahel</i> <i>5.4.Document méthodologique de l'étude régionale.</i> <i>5.5.Document méthodologique de l'étude régionale</i>	<i>5.1. Disponibilité de financement pour réaliser les cinq études régionales.</i>

Objectifs/Résultats/Activités	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses/Pré-requis
	démographie et sécurité alimentaire au Sahel est disponible.		
6. Ateliers et séminaires de formation en appui aux programmes et projets de population / développement (SIS, RO, Suivi-évaluation etc.)	6..1 En 2004, au moins trois ateliers régionaux en suivi-évaluation des PP, deux ateliers régionaux en RO et deux en SIS sont tenus	6.1 Rapports finaux des ateliers régionaux (3 en suivi-évaluation, 2 en RO et 2 en SIS)	6.1. Disponibilité de financements et existence de besoins au niveau des pays.
7. Assistance technique en matière de Système d'Information Sanitaire (SIS) ;	7.1. En 2004, des assistances techniques en matière d'SIS sont fournies à au moins six pays membres du CILSS	7.1 Rapports de missions d'assistance technique en matière de SIS aux pays	7.1. Disponibilité de financement et existence de besoins exprimés de la part des pays.
8. Recherches opérationnelles en appui aux programmes de SR	8.1 En 2004, au moins trois études d'analyse situationnelle en matière de SR sont réalisées	8.1. Rapports d'analyse situationnelle en matière de SR produits.	8.1. Disponibilité de financement pour réaliser les études d'EAS.
9. Plaidoyer en vue de la mobilisation des ressources en faveur des secteurs sociaux	9.1. En 2004, au moins deux ateliers régionaux de plaidoyer en vue de la mobilisation des ressources en faveur des secteurs sociaux ont été tenus	8.1. Rapports finaux des ateliers de plaidoyer	9.1. Disponibilité de financement
10. Assistance technique aux structures nationales chargées de la promotion féminine	10.1. En 2004, au moins cinq pays membres du CILSS ont bénéficié d'une assistance technique en matière de promotion féminine	10.1 Rapports de missions d'assistance technique aux structures nationales chargées de la promotion féminine 10.2 Documents de plans d'action, de politiques ou de stratégies de promotion féminine des pays	10.1. Disponibilité de financement
11. Assistance technique aux structures nationales chargées de la promotion de la jeunesse	11.1 En 2004, au moins cinq pays membres du CILSS ont bénéficié d'une assistance technique au profit de leurs structures chargées de la jeunesse	11.1 Rapports de missions d'appui technique aux structures nationales chargées de la jeunesse 11.2 Documents de plans d'action, de politiques ou de stratégies de promotion de la jeunesse des pays.	11.1. Disponibilité de financement.

4.8. CONDITIONS CRITIQUES

1. ASPECTS TECHNIQUES

Malgré l'adoption d'un statut unique du personnel CILSS, le mouvement amorcé avant, de départ du personnel de l'INSAH s'est plutôt amplifié. Ceci s'explique en grande partie par le caractère non motivant du statut. En vue de donner beaucoup plus de chance à l'exécution satisfaisante du plan 2002-2004, il s'avère absolument nécessaire de trouver des mécanismes de motivation de maintien du personnel plus méritant pour la durée d'exécution du plan.

Par ailleurs, la stratégie d'utilisation des consultants sahéliens devra être constamment améliorée et mise en œuvre pour éviter les problèmes rencontrés dans le passé (travaux non rendus dans les délais, profil inapproprié des consultants, etc.). De la même manière, le partenariat avec les institutions nationales devra être renforcé tout en veillant au respect des engagements des uns et des autres.

4.8.2. Aspects organisationnels

La structuration des Programmes Majeurs sur la base des résultats à atteindre a présenté un avantage concernant le suivi et l'évaluation des effets et des impacts des activités. Toutefois, une telle structuration n'a pas été de nature à favoriser la synergie à l'intérieur des Programmes Majeurs et entre ceux-ci. Si le principe de complémentarité a été évident et appliqué entre les unités opérationnelles, ce principe a été difficilement appliqué entre les agents d'une même unité dans la mesure où par spécialité, il a été rarement recruté plus d'un professionnel. Pour l'application efficace de ce principe dans l'exécution du présent plan, il sera nécessaire de disposer au moins de 2 cadres par spécialité ou domaine d'intervention.

4.8.3. Aspects financiers

L'élaboration du plan 2002-2004 et sa mise en œuvre se place dans le contexte de l'opérationnalisation du cadre stratégique de sécurité alimentaire dans une perspective de lutte contre la pauvreté. La recherche de financement du plan devra donc épouser les mécanismes de mobilisation de ressources de la mise en œuvre du cadre stratégique. Toutes fois en attendant la mise en œuvre de ce processus, le plan d'opération 2002 devra être financé par le truchement des mécanismes habituels convenus entre le CILSS et ses partenaires traditionnels, qui sont pour le programme majeur population développement, l'USAID, l'ACDI et le FNUAP. Concernant ce dernier partenaire, son appui s'est arrêté en 1999. Les négociations entamées en vue de la reprise de l'appui en 2001 n'ont pas encore abouti. De même, les pays membres du CILSS doivent, en application de la déclaration des Ministres en charge des questions de population faite à Ouagadougou en 1997, utiliser davantage le CERPOD comme l'agence d'exécution privilégiée en matière de population, chaque fois que l'exécution par le CERPOD présente plus d'avantage comparatif.

Dans cette perspective, la politique de génération de ressources, domaine dans lequel le CERPOD a accumulé une solide expérience, doit être poursuivie et encouragée.

Aux fins d'une plus grande efficacité dans le fonctionnement et la recherche de financement des Programmes Majeurs, une large autonomie doit leur être accordée.

L'autre dimension des aspects financiers réside dans la prise en charge des coûts de fonctionnement communs aux Programmes Majeurs des sites. A cet égard, il faudrait arriver à un budget des services communs financé par les bailleurs de fonds.

5. CADRE ORGANISATIONNEL DE MISE EN ŒUVRE : Arrangements institutionnels

L'organisation du Programme Majeur autour de trois axes principaux reste toujours pertinente.

Le plan triennal devra capitaliser les acquis de l'investissement initial et devra mettre l'accent sur le renforcement institutionnel et le développement des capacités d'une clientèle en mesure d'influencer les politiques et programmes d'actions en population/développement adaptés au cadre stratégique de sécurité alimentaire dans une perspective de lutte contre la pauvreté.

Pour ce faire, le plan mettra en œuvre des activités de :

- Recherche-actions en Population et Développement;
- Renforcement de compétences en Population et Développement;
- Appui technique aux Politiques et Programmes de Population;

Il s'agira en somme de promouvoir les analyses des variables démo-économiques et écologiques propres au contexte sahélien et leur intégration dans les politiques et programmes de développement. Les activités du plan triennal seront regroupées dans les domaines d'interventions suivants :

Domaines d'interventions

Au titre du Résultat 1 :

- Migration et urbanisation (niveaux, causes, conséquences, processus d'insertion urbaine);
- Santé et société (facteurs socio-culturels et comportementaux en matière de santé);
- Population environnement et développement (interrelation entre facteurs démographiques, économiques et environnementaux);
- Genre, famille et développement (études des contraintes à l'amélioration du statut de la femme);
- Appui à la collecte et à l'analyse des données (vulgarisation des méthodologies de recherche et valorisation des résultats de recherche).

Au titre du Résultat 2 :

- Formation (académique et ateliers et séminaires axés sur : recherches appliquées, recherche qualitative, systèmes d'information, recherches opérationnelles, suivi-évaluation, nouvelles technologies de l'information etc.);
- Informatique (traitement de données, banque de données, maintenance, développement d'outils d'aide à la décision etc.);
- Documentation (gestion de bases documentaires, coopération documentaire...);
- Information/vulgarisation/communication (publications de l'information scientifique et technique, dissémination, couverture médiatique des événements, marketing etc.);
- Traduction/interprétation.

Au titre du résultat 3:

- Appui aux politiques de population (élaboration, mise en œuvre, suivi et évaluation, révision, plaidoyer auprès des acteurs, implication de la société civile);
- Appui aux programmes de population (gestion, études et recherches opérationnelles).

Autour de la direction du Programme Majeur, trois unités opérationnelles se chargeront de la réalisation des trois résultats du plan.

L'Unité Opérationnelle "Recherche en Population-Développement" (UORP) est chargée de R1 ;

L'Unité Opérationnelle "Renforcement des Compétences en Population-Développement" (UORC) est chargée de R2 ;

L'Unité Opérationnelle "Politiques et Programmes de Population-Développement" (UOPP) est chargée de R3.

La fonction de formation bien qu'étant transversale sera confiée à l'UORC, ce qui entraîne une difficulté de suivi et évaluation ainsi que de planification de la fonction, dans la mesure où chaque unité est comptable des activités qui lui sont confiées.

Au sein de chaque unité les domaines seront confiés à des Chargés du domaine spécifié qui reporteront au chef d'unité opérationnelle. Le reste du personnel du domaine reportera au Chargé du domaine.

La direction du Programme Majeur est chargée de la coordination générale du plan qui est bien définie par les activités de management. Les Chefs d'unités opérationnelles reporteront au Responsable du Programme Majeur, qui à son tour reportera au Directeur Général de l'Institut du Sahel.

Comme dans le précédent plan triennal, les programmes majeurs devront bénéficier d'une grande autonomie de gestion de leurs activités.

6. PLAN D'OPERATIONS 2002-2004

Objectifs/Résultats/Activités	2002				2003	2004
	T1	T2	T3	T4		
Résultat : R1 : "Les contraintes socio-démographiques au développement durable sont connues de façon approfondie et les résultats de recherche sont diffusés dans la sous-région " ;						
Activités de RI						
Migrations et Urbanisation en Afrique :						
1. Analyses approfondies et valorisation des données du REMUAO	*	*	*	*	*	*
2. Migrations, décentralisation et développement local						*
3. Études sur migrations et sida.	*	*	*	*	*	*
4. Système de vie des ménages, pauvreté urbaine					*	*
Migration & Genre						
Itinéraires et dynamiques spatiales						
Santé et société :						
5. Suivi et évaluation des programmes de lutte contre le sida ;	*	*	*	*	*	*
6. Études sur les observatoires de population.	*	*	*	*	*	*
7. Renouvellement de l'étude sur la santé de la reproduction des adolescents au Sahel ;	*	*	*	*		
8. Innovation en Santé de la Reproduction des Adolescents				*		*
Genre, Famille et Développement :						
9. Enquête sur la dynamique familiale et la scolarisation des enfants;	*	*				*
10. Étude sur les rapports hommes / femmes dans le développement rural au Sahel.	*	*	*	*	*	*
Population, Environnement et Développement						
11. Poursuite du développement d'applications du modèle SPECTRUM de plaidoyer et sensibilisation (module population, emploi agricole, santé, éducation);	*	*	*	*	*	*
12. Étude sur Insertion, environnement et planification urbaine	*	*				
13. Poursuite du développement de modèles d'évaluation d'impact environnemental						
14. Utilisation de l'énergie domestique par les ménages en milieu urbain et déforestation					*	*
15. Analyse spatiale de la pauvreté et ciblage géographique de programmes de lutte	*	*	*	*	*	*
Appui à la Collecte et Analyse de Données et formation à la recherche						
16. Poursuite du projet profil socio-démographique et une mise à jour continue et un enrichissement de la base informatisée en rapport avec les institutions nationales chargées de la statistique	*	*	*	*	*	*
17. Projet d'Analyse des Recensements Africains (ACAP)			*	*		*
18. Formation en recherche qualitative				*	*	*

Objectifs/Résultats/Activités	2002				2003	2004
	T1	T2	T3	T4		
Résultat : R2 : "Les compétences nationales et sahéliennes sont accrues en matière d'élaboration de stratégies et de programmes intégrés de population et développement durable " ;						
Activités de R2						
1. <u>Formation académique</u>					*	*
2. <u>Séminaires et ateliers</u>	*	*	*	*	*	*
3. Appui à la formation en traitement et conservation des données d'enquêtes et de recensement des institutions nationales de statistique et de démographie	*	*	*	*	*	*
4. Appui informatique aux niveaux national et régional (maintenance matériel et logiciels)	*	*	*	*	*	*
5. Appui à la mise en place et au développement de banques de données aux niveaux national et régional :	*	*	*	*	*	*
6. Appui au développement et à l'utilisation des outils d'aide à la décision : Land Use :Land Cover; SISEI ; SIG	*	*	*	*	*	*
7. Appui aux nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) :	*	*	*	*	*	*
8. Informatisation des centres de documentation					*	*
9. Appui au réseau de dissémination des résultats de recherche	*	*	*	*	*	*
10. Renforcer la section documentation de l'INSAH	*	*	*	*	*	*
11. Coopération documentation INSAH/Etats	*	*	*	*	*	*
12. Publications	*	*	*	*	*	*
13. Activités de promotion et de relations publiques	*	*	*	*	*	*
14. Dissémination/ Réseaux des journalistes en population	*	*	*	*	*	*
15. Vulgarisation	*	*	*	*	*	*
16. Traduction/interprétation	*	*	*	*	*	*

Objectifs/Résultats/Activités	2002				2003	2004
	T1	T2	T3	T4		
Résultat : R3 : " Les processus de mise en œuvre et de suivi-évaluation des programmes et politiques de population et de développement durable sont appuyés et renforcés aux niveaux national et sous-régional. "						
Activités de R3						
1. Suivi des Programmes d'Action de Ouagadougou et de la CIPD ;	*	*	*	*	*	*
2. Appui aux politiques de population	*	*	*	*	*	*
2.1. Révision et actualisation de politiques de population existantes;						
2.2. Formulation, adoption et opérationnalisation d'une Déclaration de politiques de population (DPP) en Guinée Bissau	*	*	*	*	*	
3. Appui aux politiques et stratégies nationales de lutte contre la pauvreté.					*	*
4. Appui aux Réseaux des femmes Sahéliennes(REFESA)	*	*	*	*	*	*
5. Etudes et recherches en appui aux politiques nationales de population			*	*	*	*
6. Ateliers et séminaires de formation en appui aux programmes et projets de population / développement (SIS, RO, Suivi-évaluation etc.)			*	*	*	*
7. Assistance technique en matière de Système d'Information Sanitaire (SIS) ;					*	*
8. Recherches opérationnelles en appui aux programmes de SR					*	*
9. Plaidoyer en vue de la mobilisation des ressources en faveur des secteurs sociaux	*	*	*	*	*	*
10. Assistance technique aux structures nationales chargées de la promotion féminine	*	*	*	*	*	*
11. Assistance technique aux structures nationales chargées de la promotion de la jeunesse	*	*	*	*	*	*

ACTIVITES DE MANAGEMENT	Plan d'opérations triennal					
	2002				2003	2004
	T1	T2	T3	T4		
M1. PLANIFICATION						
1. Mise à jour du plan (Appui aux pays)	*	*	*		*	*
2. Organisation et tenue retraite			*		*	*
3. Organisation et tenue CTG		*	*		*	*
M2. ORGANISATION						
1. Suivi Gestion du personnel	*	*	*	*	*	*
2. Suivi Comptabilité / Finance	*	*	*	*	*	*
3. Suivi Gestion administrative et logistique	*	*	*	*	*	*
M3. COORDINATION / COMMUNICATION						
1. Participation Conseils de Direction	*			*	*	*
2. Plaidoyer dans les pays en Pop.		*			*	
3. Tournées auprès des Partenaires				*		*
4. Instances du CILSS				*	*	*
M4. SUIVI / EVALUATION						
Réunions internes	*	*	*	*	*	*
Supervision Rapports trimestriels		*	*	*	*	*
Synthèse rapports semestriels			*		*	*
Synthèse Rapport annuel	*	*			*	*

7. Besoins de financement

Activités principales	COMPOSANTES MAJEURES	BUDGET TRIENNAL en FRCS CFA			
		2 002	2 003	2 004	TOTAUX
UORP	Migration et Urbanisation	72 390 000	73 240 000	76 440 000	222 070 000
	Santé et société.	131 339 442	248 691 120	233 244 788	613 275 350
	Population, Environnement	38 357 865	157 500 000	349 250 000	545 107 865
	Genre, Famille, Développement	110 850 500	223 510 250	247 440 250	581 801 000
	Appui collecte & analyse	112 699 945	71 015 494	71 015 494	254 730 933
	s/ total	465 637 752	773 956 864	977 390 532	2 216 985 148
UOPP	Appui aux Programmes de Pop	15 000 000	102 000 000	102 000 000	219 000 000
	Appui aux Politiques de Pop	211 703 268	222 288 431	233 402 853	667 394 552
	Recherches Appliquées/Ope.	42 529 586	85 000 000	85 000 000	212 529 586
	Ateliers et Séminaires	30 000 000	30 000 000	40 000 000	100 000 000
	Participation Conférences internationales	25 000 000	25 000 000	25 000 000	75 000 000
	s/ total	324 232 854	464 288 431	485 402 853	1 273 924 138
UORC	Formation académique		345 000 000	385 000 000	730 000 000
	Informatique	125 789 981	132 079 480	138 683 454	396 552 915
	Documentation	36 962 022	102 900 000	96 300 000	236 162 022
	Information / Vulgarisation	98 330 313	103 246 829	108 409 170	309 986 312
	Management	68 829 528	72 271 004	75 884 555	216 985 087
	s/ total	329 911 844	755 497 313	804 277 179	1 889 686 336
TOTALS		1 119 782 450	1 993 742 608	2 267 070 564	5 380 595 622

8. Plan d'opérations 2002

Objectifs/Résultats/Activités	2002				Ressources
	T1	T2	T3	T4	
Résultat : RI : "Les contraintes socio-démographiques au développement durable sont connues de façon approfondie et les résultats de recherche sont diffusés dans la sous-région " ;					414 597 752
Activités de RI					
Migrations et Urbanisation en Afrique :					21 350 000
1. Analyses approfondies et valorisation des données du REMUAO					
2. Migrations, décentralisation et développement local					
3. Études sur migrations et sida.	*	*	*	*	<u>Sadio(10hm)</u>
4. Système de vie des ménages, pauvreté urbaine					
Migration & Genre					
Itinéraires et dynamiques spatiales					
Santé et société :					131 339 442
5. Suivi et évaluation des programmes de lutte contre le sida ;	*	*	*	*	<u>Consul+TC (16hm)</u>
6. Études sur les observatoires de population.	*	*	*	*	<u>Dala+TC (19hm)</u>
7. Renouvellement de l'étude sur la santé de la reproduction des adolescents au Sahel ;	*	*	*	*	<u>Gueye, Maga, Consul (15hm)</u>
8. Innovation en Santé de la Reproduction des Adolescents				*	
Genre, Famille et Développement :					110 850 500
9. Enquête sur la dynamique familiale et la scolarisation des enfants;	*	*			<u>Konaté, Emile (1hm)</u>
10. Étude sur les rapports hommes / femmes dans le développement rural au Sahel.	*	*	*	*	<u>Konaté, Fatouma (24hm)</u>
Population, Environnement et Développement					38 357 865
11. Poursuite du développement d'applications du modèle SPECTRUM de plaidoyer et sensibilisation (module population, emploi agricole, santé, éducation);	*	*	*	*	<u>Wane (12hm)</u>
12. Étude sur Insertion, environnement et planification urbaine	*	*			<u>Wane, Emile (1hm)</u>
13. Poursuite du développement de modèles d'évaluation d'impact environnemental					
14. Utilisation de l'énergie domestique par les ménages en milieu urbain et déforestation					
15. Analyse spatiale de la pauvreté et ciblage géographique de programmes de lutte					
Appui à la Collecte et Analyse de Données et formation à la recherche					112 699 945

8. Plan d'opérations 2002

Objectifs/Résultats/Activités	2002				Ressources
	T1	T2	T3	T4	
<i>Résultat : RI : "Les contraintes socio-démographiques au développement durable sont connues de façon approfondie et les résultats de recherche sont diffusés dans la sous-région" ;</i>					414 597 752
16. Poursuite du projet profil socio-démographique et une mise à jour continue et un enrichissement de la base informatisée en rapport avec les institutions nationales chargées de la statistique	*	*	*	*	<u>Gueye, Maga, TC(24hm)</u>
17. Projet d'Analyse des Recensements Africains (ACAP)		*	*		<u>Maga(1,5hm)</u>
18. Formation en recherche qualitative			*		<u>Konaté(1hm)</u>

Objectifs/Résultats/Activités	2002				Ressources
	T1	T2	T3	T4	
Résultat : R2 : " Les compétences nationales et sahéliennes sont accrues en matière d'élaboration de stratégies et de programmes intégrés de population et développement durable " ;					261 082 316
Activités de R2					
Formation					
1. Formation académique					
2. Séminaires et ateliers	*	*	*	*	Voir autres UO
Informatique					125 789 981
3. Appui à la formation en traitement et conservation des données d'enquêtes et de recensement des institutions nationales de statistique et de démographie	*	*	*	*	Fadima+ TC (12hm)
4. Appui informatique aux niveaux national et régional (maintenance matériel et logiciels)	*	*	*	*	Chef UO, Aguibou+TC (18hm)
5. Appui à la mise en place et au développement de banques de données aux niveaux national et régional :	*	*	*	*	Fadima+TC (9hm)
6. Appui au développement et à l'utilisation des outils d'aide à la décision : Land Use :Land Cover; SISEI ; SIG	*	*	*	*	Chef UO, Dicko+TC (15hm)
7. Appui aux nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) :	*	*	*	*	Chef UO+Aguibou+TC (11hm)
Documentation					36 962 022
8. Informatisation des centres de documentation					Chef UO+TC(2hm)
9. Appui au réseau de dissémination des résultats de recherche	*	*	*	*	Danladi+TC (12hm)
10. Renforcer la section documentation de l'INSAH	*	*	*	*	Danladi+TC (10hm)
11. Coopération documentation INSAH/Etats	*	*	*	*	Danladi+TC (2hm)
Information/Vulgarisation/Traduction					98 330 313
12. Publications	*	*	*	*	Emile, Sankaré +TC (26hm)
13. Activités de promotion et de relations publiques	*	*	*	*	Emile+TC
14. Dissémination/ Réseaux des journalistes en population	*	*	*	*	Emile, Sankaré +TC (6hm)
15. Vulgarisation	*	*	*	*	Sankaré +TC (15hm)
16. Traduction/interprétation	*	*	*	*	Mme Sy +TC (12hm)

Objectifs/Résultats/Activités	2002				Ressources
	T1	T2	T3	T4	
<i>Résultat : R3 : " Les processus de mise en œuvre et de suivi-évaluation des programmes et politiques de population et de développement durable sont appuyés et renforcés aux niveaux national et sous-régional. "</i>					<u>309 232 854</u>
Activités de R3					
Appui aux politiques de population					211 703 268
1. Suivi des Programmes d'Action de Ouagadougou et de la CIPD ;	*	*	*	*	<u>Keffing, Baba, Asst+TC (6hm)</u>
2. Appui aux politiques de population	*	*	*	*	<u>Keffing (5hm)</u>
2.1. Révision et actualisation de politiques de population existantes;					
2.2. Formulation, adoption et opérationnalisation d'une Déclaration de politiques de population (DPP) en Guinée Bissau	*	*	*	*	<u>Keffing (5hm)</u>
3. Appui aux politiques et stratégies nationales de lutte contre la pauvreté.					<u>Keffing, Baba (2hm)</u>
4. Appui aux Réseaux des femmes Sahéliennes(REFESA)	*	*	*	*	<u>Keffing, Baba (1hm)</u>
Appui aux programmes de population					97 429 586
5. Etudes et recherches en appui aux politiques nationales de population			*	*	<u>Keffing, Asst + TC (6hm)</u>
6. Ateliers et séminaires de formation en appui aux programmes et projets de population / développement (SIS, RO, Suivi-évaluation etc.)			*	*	<u>Keffing, Baba, TC (3hm)</u>
7. Assistance technique en matière de Système d'Information Sanitaire (SIS) ;					
8. Recherches opérationnelles en appui aux programmes de SR					<u>Baba, TC (3hm)</u>
9. Plaidoyer en vue de la mobilisation des ressources en faveur des secteurs sociaux	*	*	*	*	<u>Baba, Keffing, TC (3hm)</u>
10. Assistance technique aux structures nationales chargées de la promotion féminine	*	*	*	*	<u>Keffing, Asst+TC (1hm)</u>
11. Assistance technique aux structures nationales chargées de la promotion de la jeunesse	*	*	*	*	<u>Keffing, Asst+TC (1hm)</u>

ACTIVITES DE MANAGEMENT	Plan d'opérations annuel				
	2002				Ressources
	T1	T2	T3	T4	
M1. PLANIFICATION					18 500 835 Baba, Assistante, TC (6hm)
1. Mise à jour du plan (Appui aux pays)	*	*	*		
2. Organisation et tenue retraite		*			
3. Organisation et tenue CTG		*	*		
M2. ORGANISATION					6 884 583 Baba, Assistante, TC (6hm)
1. Suivi Gestion du personnel	*	*	*	*	
2. Suivi Comptabilité / Finance	*	*	*	*	
3. Suivi Gestion administrative et logistique	*	*	*	*	
M3. COORDINATION / COMMUNICATION					23 125 156 Baba, Assistante, TC (5hm)
1. Participation Conseils de Direction	*			*	
2. Plaidoyer dans les pays en Pop.		*			
3. Tournées auprès des Partenaires				*	
4. Instances du CILSS				*	
M4. SUIVI / EVALUATION					20 318 954 Baba, Assistante, TC (19hm)
9. Réunions internes	*	*	*	*	
10. Supervision Rapports trimestriels		*	*	*	
11. Synthèse rapports semestriels			*		
12. Synthèse Rapport annuel	*	*			